

ALGÉRIE-PALESTINE

MM. Goudjil et Boughali reçus par le Président de l'Etat de Palestine

P. 24

COUR PÉNALE INTERNATIONALE

Le renforcement des engagements en faveur de la justice internationale au cœur de la 20^e Assemblée de la CPI

P. 15

ALGÉRIE-NIGÉRIA

L'Algérie réitère sa volonté de concrétiser rapidement le projet du gazoduc TSGP

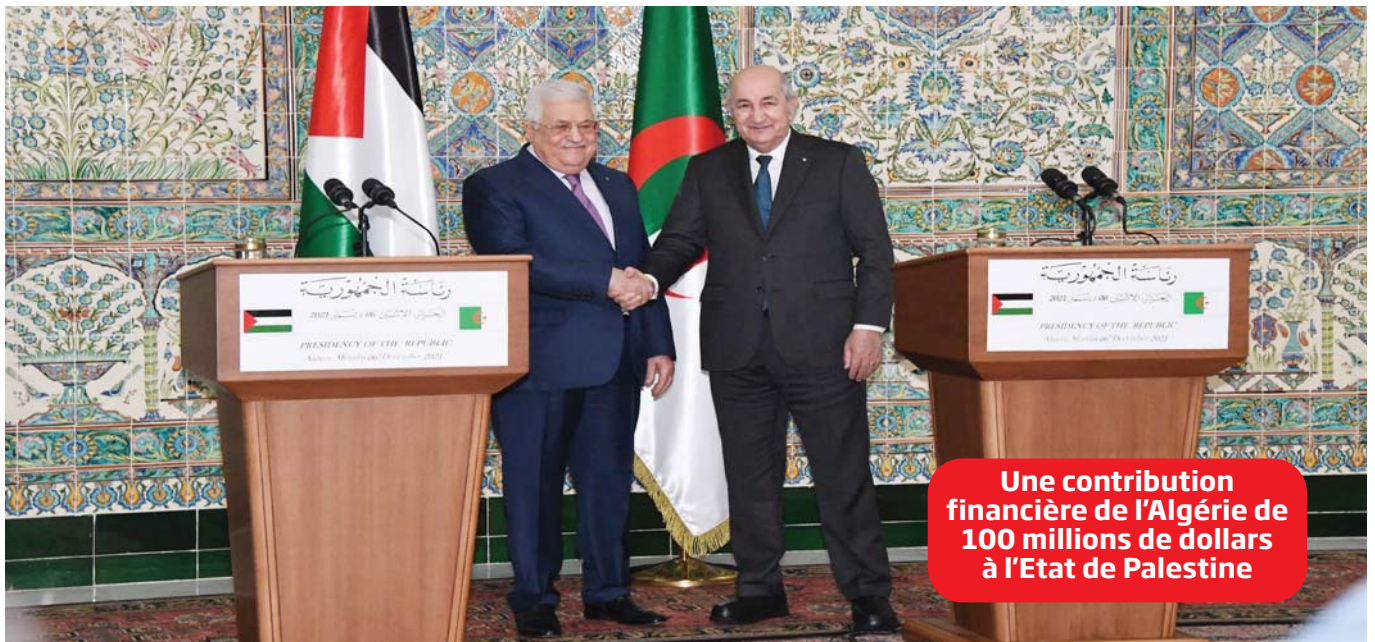
P. 24

CONFÉRENCE DE PRESSE TEBBOUNE-ABBAS

«L'Algérie œuvrera pour placer la cause palestinienne "au cœur des priorités" du prochain Sommet arabe»

L'Algérie œuvrera activement pour placer la cause palestinienne au cœur des priorités du prochain Sommet arabe qu'elle abritera en mars prochain, a affirmé hier le président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui a souligné la fidélité de l'Algérie à ses principes authentiques appelant au triomphe des opprimés.

P. 24



Une contribution financière de l'Algérie de 100 millions de dollars à l'Etat de Palestine

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA RELANCE INDUSTRIELLE

Premier ministre : «Les banques appelées à augmenter le niveau des crédits destinés à l'investissement»

P.p 4-5

MINISTRE DU COMMERCE

«Lancement du fichier national du produit algérien»

P. 5

COVID-19

Fourar : «les structures hospitalières prêtes à faire face à une éventuelle 4^e vague»

P. 10

SANTÉ

GROSSESSE ET PARACÉTAMOL

Des risques pour le fœtus

P.p 12-13

F  **T**  **B**  **L**

COUPE ARABE DE LA FIFA-2021 (3^e ET DERNIÈRE JOURNÉE)

ALGÉRIE - EGYPTE
Une "finale" pour la première place du groupe D



P. 21

INTEMPÉRIES

Plusieurs interventions dans le Centre et l'Est du pays ces dernières 24 heures

P. 3

REPORTAGE

EQUIPEMENT MAISON

L'incontournable cuisine aménagée

P. 8

MÉTÉO

Des vents forts continueront à souffler sur plusieurs wilayas du pays (BMS)



Des vents forts, parfois sous formes de rafales, continueront à souffler ce lundi sur plusieurs wilayas du pays, a annoncé l'Office national de la météorologie (ONM) dans un bulletin météorologique spécial.

Placé en vigilance «orange», le BMS concernera les wilayas de Chlef, Tipaza, Alger, Blida, Boumerdes, Tizi Ouzou, M'sila, Batna, Biskra, Tébessa, Ouled Djellal, El Meghaïr, El Oued et Touggourt, où les vents souffleront au Nord-Ouest avec une vitesse de 60/70 km/h atteignant ou dépassant parfois les 80 km/h durant la validité qui s'étale jusqu'à 15h00.

HIER À 03H19

Secousse tellurique de magnitude 3,5 à Bejaia selon le CRAAG

Une secousse tellurique de 3,5 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée, lundi à 03h19 dans la wilaya de Bejaia, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 9 km au sud-ouest de Kherrata, dans la wilaya de Bejaia, précise la même source.

COVID-19

Obligation d'un test PCR ou antigénique négatif réalisé moins de 48h avant l'embarquement pour les passagers à destination des Etats-Unis depuis lundi

L'ambassade des Etats unis d'Amérique en Algérie a annoncé, dimanche, l'obligation pour les passagers à destination des Etats-Unis de présenter un test PCR ou antigénique négatif réalisé moins de 48h avant l'embarquement, et ce à partir de lundi. "A partir du 6 décembre, les passagers à destination des Etats-Unis, quelle que soient leur nationalité, qu'ils soient vaccinés ou non, sont tenus de présenter un test PCR ou antigénique négatif réalisé moins de 48h avant l'embarquement", a indiqué l'ambassade dans une publication sur sa page officielle Facebook.

Et d'ajouter : "chaque passager ayant un vol, dimanche, à destination des Etats-Unis est obligé de fournir un test PCR ou antigénique négatif réalisé moins de 48h avant l'embarquement".

SÛRETÉ D'ALGER

Plus de 1000 comprimés psychotropes saisis à El Magharia (Hussein Dey)

La brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) d'El Magharia (Hussein Dey) a procédé au démantèlement d'une association de malfaiteurs et à la saisie de 1005 comprimés psychotropes et de quatre (4) téléphones portables, a indiqué lundi un communiqué des services de la Sûreté d'Alger. La BMPJ a procédé, sous la supervision du parquet territorialement compétent, à l'arrestation de quatre (4) suspects dont une femme, âgés entre 30 et 40 ans, des repris de justice originaires de la wilaya d'Alger, a précisé le communiqué. L'opération s'est soldée par la saisie de (4) flacons de substance psychotrope, d'un montant de 20.000 DA et (2) véhicules.

Après parachèvement des procédures légales, les mis en cause seront déferés devant le parquet territorialement compétent, a conclu le communiqué.

PÈLERINAGE ET OMRA
Nécessité d'établir une feuille de route pour la gestion des phases à venir

Le directeur général (DG) de l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO), Ahmed Slimani, s'est réuni dimanche à Alger, avec les cadres de l'Office dans le but de «tracer une feuille de route pour la gestion des prochaines étapes», indique un communiqué du même dispositif.

Le DG de l'Office «continuera à tenir une série de réunions techniques spécialisées, où il fera des présentations sur les tâches, travaux et projets en cours, dans l'objectif de tracer une feuille de route pour la gestion des prochaines étapes», note la même source.

Lors de sa rencontre avec les directeurs et cadres de l'Office, M. Slimani a souligné la «nécessité de travailler en équipe afin de continuer à promouvoir la mission de l'Office à la lumière des tendances générales du secteur compte tenu de l'expansion de la pandémie».

Jeudi dernier, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi avait affirmé que «l'organisation de la saison de la Omra et du Hajj est principalement liée à la situation pandémique».

TIZI-OUZOU

Cinq cas d'infection par le Sida enregistrés en 2021

Cinq (05) cas d'infection par le Sida (Syndrome immuno-déficience acquise), ont été enregistrés de janvier à septembre dernier au niveau du centre de dépistage du CHU Nedir Mohamed de Tizi-Ouzou, a indiqué lundi la responsable du service infectieux de cette structure.

S'exprimant à l'occasion d'une rencontre célébrant la journée mondiale de lutte contre le sida, le docteur Malika Assiri, également chef du centre de dépistage du CHU, a fait savoir que 259 dépistages ont été effectués courant de cette année dont 5 se sont avérés positifs.

Depuis son ouverture en 2014, le centre de dépistage qui, effectuait jusqu'à 400 test annuellement, a enregistré 190 cas de contamination avérés et une vingtaine de décès.

De son côté, le Professeur Smaïl Daoudi, président du Conseil scientifique du CHU, a indiqué, à l'occasion, qu'un service d'immunologie sera mis en service dès l'année prochaine au niveau du CHU.

"Ce qui permettra d'effectuer l'ensemble des tests relatifs au dépistage de ce virus ici même au niveau du CHU, et partant, alléger la charge sur l'institut Pasteur" a-t-il souligné.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

2 morts et 93 blessés le weekend dernier

Deux (2) personnes ont trouvé la mort et 93 autres ont été blessées dans 82 accidents de la circulation enregistrés au niveau des zones urbaines durant le week-end dernier, indique, un communiqué, rendu public, lundi, par la Direction générale de la Sûreté nationale.

Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents dus notamment au non-respect du Code de la route et de la distance de sécurité, à l'excès de vitesse, à la fatigue et au manque de vigilance au volant», souligne la même source.

La DGSN a réitéré son appel aux usagers de la route au respect du Code de la route et à la vigilance et à la prudence lors de la conduite.

Elle rappelle également ses numéros vert 15-48 et de secours (17) mis à la disposition des citoyens 24h/24, a conclu la même source.

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

Le procès de l'ancien ministre Chakib Khelil et de l'ancien P-dg de Sonatrach reporté au 20 décembre



Le pôle pénal économique et financier près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a reporté, lundi, au 20 décembre courant le procès de l'ancien ministre de l'Energie, Chakib Khelil poursuivi avec l'ancien P-dg du groupe Sonatrach, Mohamed Meziane et son adjoint Feghouli Abdehadidh pour des faits de corruption dans le dossier de réalisation du complexe gazier d'Arzew (Oran).

L'affaire dans laquelle sont poursuivis plusieurs anciens cadres du groupe Sonatrach et de nombreuses firmes étrangères activant dans le secteur énergétique a été reportée à la demande de la défense.

Poursuivi pour octroi de privilèges injustifiés et conclusion de contrats, d'accords, de marchés et d'avenants, en violation des dispositions législatives et réglementaires, l'ancien ministre, Chakib Khelil n'a pas comparu à l'audience.

L'ancien P-dg de Sonatrach sera entendu par visio-conférence depuis l'établissement pénitencier d'Oran. Le Trésor public et le Groupe Sonatrach se sont constitués parties civiles.

Le procès de l'ancien ministre Youcef Yousfi reporté au 20 décembre

Le Pôle pénal spécialisé dans le crime financier et économique du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a décidé, lundi, de reporter au 20 décembre prochain, le procès de l'ancien ministre de l'Industrie, Youcef Yousfi et de ses coaccusés, poursuivis dans une affaire de corruption.

Youcef Yousfi est poursuivi dans cette affaire avec les hommes d'affaires, les frères Kherbouche, d'anciens cadres du ministère de l'Industrie ainsi que de l'ancien P-DG du Crédit populaire algérien (CPA), Omar Boudiab.

8 ans de prison ferme requis contre l'ancien wali de Djelfa et 6 ans contre le SG

Le procureur de la République près le Pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a requis une peine de 8 ans de prison ferme contre l'ancien wali de Djelfa, Hamana Guenaf et 6 ans contre l'ancien secrétaire général (SG) de cette wilaya, Hadj Moussa Aomar. Le procureur a requis, en outre, une amende de 2 millions Da et cinq (5) ans d'inéligibilité à l'encontre des deux accusés, poursuivis, en compagnie d'autres coaccusés, dans une affaire de corruption pour les chefs d'accusation d'abus de fonction, de pillage de foncier et d'octroi d'indus avantages.

Le procès de l'ancien wali d'Ain Defla reporté à jeudi prochain

Le Pôle pénal spécialisé dans la lutte contre le crime financier et économique du Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a décidé lundi, de reporter à jeudi prochain, le procès de l'ancien wali d'Ain Defla, Benyoucef Aziz. L'ancien wali d'Ain Defla est poursuivi, dans cette affaire, pour plusieurs chefs d'accusation liés à la corruption.

Le groupe ETRHB des frères Haddad est également poursuivi dans cette affaire.

CONSEIL DES MINISTRES

Micro-entreprises: le Président Tebboune ordonne l'organisation d'un salon international début 2022

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, dimanche lors du Conseil des ministres, l'organisation pour début 2022 d'un salon international consacré aux micro-entreprises.



Le président de la République a enjoint les ministres de l'Industrie et du Commerce ainsi que les ministres délégués chargés des startup et des micro-entreprises de «préparer l'organisation, pour début 2022, d'un salon international consacré à la présentation des expériences des micro-entreprises et l'échange d'expériences avec d'autres pays», a

indiqué un communiqué du Conseil des ministres. Evoquant les perspectives de développement de l'économie de la connaissance et des startup, le président de la République a salué la percée réalisée par les startup en tant qu'enjeux pour diversifier l'économie nationale et ouvrir la voie aux jeunes créateurs en vue de la création d'entreprises per-

formantes et des emplois. Le Président Tebboune a affirmé, en outre, «la prise en charge par l'Etat de la protection des brevets d'invention des jeunes algériens et l'octroi de davantage d'incitations à ux jeunes pour la création des startup et mettre en lumière leurs expériences réussies dans les médias», a conclu le communiqué.

Le Président Tebboune ordonne de réunir les conditions pour la réussite de l'Académie algérienne des sciences et technologies

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné, dimanche lors du Conseil des ministres, de réunir les conditions pour la réussite de l'Académie algérienne des sciences et technologies à travers le parachèvement de son installation suivant sa nouvelle organisation, sa composition, son fonctionnement et ses missions.

Selon un communiqué du

Conseil des ministres, le Président Tebboune a également ordonné de s'orienter vers la conclusion d'accords de jumelage et de partenariats internationaux avec des académies internationales ayant des critères similaires à ceux de l'Académie algérienne «dont le rôle doit être promu à travers les médias», appelant à œuvrer à «répercuter l'impact positif de l'Académie sur le système éduca-

tif et la recherche scientifique».

Le chef de l'Etat a également insisté sur «l'institution d'un règlement intérieur à la hauteur de la place de l'Académie en tant que plus haute instance scientifique dans le pays».

Le Conseil des ministres a approuvé le projet de loi fixant l'organisation, la composition, le fonctionnement et les missions de l'Académie algérienne des sciences et technologies.

Le Président Tebboune valorise l'amélioration du débit internet réalisée depuis 2020

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a valorisé dimanche lors d'une réunion du Conseil des ministres l'amélioration du débit internet réalisée depuis 2020, soulignant la nécessité de créer de nouveaux câbles sous-marins internationaux pour la connexion à Internet avec des pays européens, indique un

communiqué du Conseil des ministres.

Concernant l'état de la connexion internet, le président de la République a valorisé «l'amélioration du débit internet réalisée depuis 2020», soulignant l'importance de «créer de nouveaux câbles sous-marins internationaux pour la connexion à Internet avec des

pays européens» et de «remplacer les câbles en cuivre par la fibre optique dans les plus brefs délais», ajoute le communiqué.

Le Président Tebboune a affirmé «la nécessité d'améliorer et de renforcer le débit internet, notamment au niveau des établissements financiers pour encourager le paiement électronique dans divers domaines».

Importation de véhicules: le Président Tebboune ordonne la révision immédiate du cahier des charges

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, dimanche lors du Conseil des ministres, la révision «immédiate» du cahier des charges fixant les conditions d'importation des véhicules et l'accéléra-

tion de l'annonce des concessionnaires agréés, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

Le Président Tebboune a insisté sur l'impératif de fournir un réseau de services après-vente, au niveau régional et dans

les grandes villes, en tant que condition pour accepter les dossiers des concessionnaires, a précisé le communiqué.

Le Chef de l'Etat a rappelé, dans ce sens, que la loi n'interdisait pas l'importation individuelle des voitures.

COMMUNICATION - ÉLECTIONS / PUBLICATION

Le CNDPI publie une revue spéciale élections locales

Le Centre national de documentation, de presse, d'image et d'information (CNDPI) a consacré, à l'occasion des élections locales (APC/APW), tenues le 27 novembre dernier, une revue spéciale, à travers laquelle il a rappelé notamment les volets organiques et juridiques de ce scrutin qui "ouvre une nouvelle ère dans la gestion des affaires publiques".

Sous le titre "Les élections communales et wilayas: un instrument de décentralisation et de gouvernance locale", la revue, publiée en langues arabe, amazigh et français, note dans son préambule que les collectivités locales ont connu "une nette évolution au cours des quelques dernières années", précisant que la création de nouvelles wilayas et wilayas déléguées, ainsi que la refonte des codes communal et de wilaya "sont autant de facteurs susceptibles de donner aux élus plus de prérogatives".

Ainsi, et selon la publication, la tenue des élections locales, "ouvre une nouvelle ère dans la gestion des affaires publiques" et seront "le dernier jalon du processus de changement et d'édification d'une Algérie démocratique encore plus proche du citoyen qu'avant". Elle a souligné que le parachèvement du processus électoral à travers le renouvellement des APC et APW "permettra de rétablir la confiance entre les citoyens et leurs représentants et de corriger les défaillances relevées dans les assemblées locales au cours des dernières années". Il s'agit, entre autres, selon la revue, de dispositions d'enrichissement du code communal qui libérerait la collectivité de la vision "centralisante", que ce soit sur les plans financier qu'organisationnel. Pour ce faire, elle a passé en revue la situation actuelle des différentes circonscriptions du pays notamment les zones d'ombres, en passant par la réforme globale décidé par le président de la République.

En effet, parmi les thèmes traités, il y a lieu de citer "la stratégie de développement des zones d'ombre: Une étape importante pour le développement local", "15044 zones d'ombre avec 8,5 millions d'habitants", "les obstacles et difficultés rencontrés dans la réalisation des projets", où il été relevé le manque de coordination entre les secteurs et la nécessité de déceler les caractéristiques des zones d'ombre, de définir les conditions pour bénéficier des projets de développement, et identifier les projets urgents.

La publication a également consacré un article sur la loi de Finances 2021: "50 milliards de dinars pour les zones d'ombre", "plus de 24000 opérations de développement financées au cours des années 2020-2021", en passant par la révision constitutionnelle: "Une étape essentielle dans le cadre des réformes", ainsi que "Les grands axes de la révision constitutionnelle", sans oublier d'évoquer à l'occasion les élections législatives: "Achever la construction de l'Etat des institutions". La revue a également repris les déclarations de hauts responsables et de partis politiques au lendemain de la signature du décret portant convocation du corps électoral par le président de la République, ainsi des entretiens avec des experts en droit constitutionnel et juridique, qui ont souligné, entre autres, l'importance de la révision du code communal.

INTEMPÉRIES

Plusieurs interventions dans le Centre et l'Est du pays ces dernières 24 heures (Protection civile)

Les unités de la Protection civile ont effectué ces dernières 24 heures plusieurs interventions pour secourir et venir en aide à des citoyens dont les habitations se sont partiellement effondrées suite aux intempéries et chutes de neige enregistrées dans plusieurs wilayas du Centre et de l'Est du pays, sans faire de victimes, indique lundi un bilan des services de la Protection civile.

A Alger, les unités de la Protection civile ont enregistré au niveau de la commune d'El Biar un effondrement partiel du mur extérieur d'une habitation individuelle sise rue Nassiba Malek et d'un toit d'une habitation précaire sur une voiture à la commune de Sidi Abdellah ainsi qu'un cas similaire à la commune de Bab el Oued.

Les mêmes unités ont inspecté également à la commune de Bouzeréah le risque de glissement de terrain au niveau d'un bidonville. A Boumerdes, il a été enregistré la chute de certains arbres, poteaux et câbles électriques dans les communes de Bordj Menaiel, Korso et Boudouaou, tandis qu'à la commune d'Azzaba (Skikda), les services de la PC ont enregistré la chute d'un arbre sur deux voitures touristiques. A Tipasa, il a été relevé la chute d'arbres de certaines routes et cités aux communes de Nadhor, Koléa et Chaïba, outre la chute de 4 câbles électriques sur 5 habitations à la cité Ali khoudja dans la commune de Khemisti.

A la commune d'Ouled Fares (Chlef), les éléments de la PC ont réussi à sauver 70 têtes d'ovins bloqués dans la boue à la RN19.

A Bejaia, il a été enregistré la chute d'un arbre sur des câbles électriques à la cité 600 logements Ihadadene, tandis qu'à la commune Berrahal (Annaba) il a été relevé des fissures sur certains murs et l'effondrement partiel d'un toit d'un siège d'une structure publique, outre les opérations de pompage d'eau de pluies dans 9 bureaux.

A la commune d'Annaba, il a été enregistré des fissures de murs et l'effondrement partiel d'un toit d'une habitation menaçant ruine sise la rue Chihab Ahmed à l'ancienne ville ainsi que des fissures de murs d'une habitation à la rue Khemisti Mohamed.

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA RELANCE INDUSTRIELLE

Premier ministre : "révision prochaine de l'approche sur l'octroi des investissements pour exclure les rentiers"

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a affirmé lundi qu'il sera procédé à la révision de l'approche adoptée en matière d'octroi des incitations à l'investissement pour s'inscrire dans une nouvelle approche excluant "les rentiers" et privilégiant les véritables investisseurs.

Intervenant au terme des travaux de la Conférence nationale sur la relance industrielle, en présence du ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, M. Benabderrahmane a fait état de "plus de 10 milliards Usd octroyés (en 2018 et 2019) au titre des incitations et facilitations aux investisseurs sans contrepartie (...)", annonçant "la révision future de ces approches et incitations dont continuent à bénéficier les rentiers".

La nouvelle approche, poursuit-il, vise l'octroi des incitations et facilitations "aux véritables investisseurs partout dans le pays".

Ont été lues, à l'issue des quatre ateliers déclinés sur deux jours, les recommandations à travers lesquelles les participants ont cristallisé une nouvelle stratégie de relance de l'industrie nationale et, partant, de l'économie nationale.

Un débat a été ouvert sur les solutions adaptées à la situation actuelle du pays afin de tirer les enseignements des précédentes expériences, avec l'implication de tous les acteurs, dans l'objectif de concrétiser le schéma de la tutelle permettant d'exécuter le plan d'action sectoriel.

Intitulé "Soutien des entreprises et promotion de la production nationale et des exportations", le premier atelier a vu la présentation de deux problématiques liées au manque de l'offre nationale couvrant la demande accrue, et l'impératif rétablissement de la balance commerciale en mettant en place des alternatives aux importations et en diversifiant les exportations.

Les débats ont également porté sur les mesures proposées par le ministère de l'Industrie pour accompagner les entreprises locales et renforcer les exportations.

Lors du deuxième atelier, consacré à l'amélioration du climat d'investissement et à la disponibilité du foncier, il a été question des mesures à même de promouvoir les investissements et d'améliorer l'offre de foncier industriel et du financement de l'investissement.

Les participants se sont aussi penchés, lors de cet atelier, sur la question de l'investissement productif et le rôle que jouent les banques et autres établissements financiers en la matière.

Le troisième atelier, dédié à la gouvernance des entreprises publiques économiques et au rôle de l'Etat, doit déboucher sur des recommandations adaptées aux exigences de l'étape actuelle et garantissant la relance du secteur industriel et la réalisation des objectifs du plan du Gouvernement.

Lors du quatrième atelier sur "l'intégration, la diversification et le développement de la compétitivité", les participants ont débattu des modalités d'encadrement de l'écosystème et du système technique national, du développement des capacités et des canaux de soutien à l'industrie, du système national de qualité, de la formation dans les métiers de l'industrie et de la réalité et des perspectives du financement bancaire.

L'ouverture de la Conférence nationale sur la relance industrielle a été présidée, samedi au Palais des Nations, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en présence de hauts cadres de l'Etat.

PREMIER MINISTRE : "Les banques appelées à augmenter le niveau des crédits destinés à l'investissement et suivre les projets financés"

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a invité, lundi à Alger, les banques publiques et privées à augmenter le niveau des crédits destinés à l'investissement et à assurer un suivi permanent des projets financés au lieu de se focaliser sur le financement des importations, mettant en avant le rôle primordial des établissements bancaires dans le développement économique.



Le Premier ministre intervenait lors d'une visite de l'exposition réservée aux banques, organisée en marge des travaux de la Conférence nationale sur la relance industrielle, tenue au Centre international de conférence (CIC) les 4, 5 et 6 décembre courant.

Accompagné du ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, du président de l'association des banques et des établissements financiers, également PDG de la BEA, Lazhar Latreche, M.

Benabderrahmane a enjoint aux responsables des banques algériennes de revoir à la hausse les crédits destinés à l'investissement au lieu de se

focaliser sur le financement des importations des produits étrangers finis. Les crédits bancaires doivent être accordés aux opérateurs contribuant au développement de la production nationale et à la création d'un marché producteur et non consommateur seulement, a-t-il soutenu.

Il a également insisté sur "la révision de la politique du crédit et de son coût pour le rendre compétitif, fluide et facile en faveur des investisseurs".

"Cela sera plus rentable aux banques et contribuera au développement économique en tenant compte des spécificités de régions concernées par les projets qui doivent

être suivis constamment tout en accompagnant les investisseurs", a-t-il souligné.

Le Premier ministre a également appelé les banques à l'ouverture de nouvelles agences notamment au niveau des wilayas du Sud et au développement de l'e-paiement en accordant une importance majeure à l'aspect humain particulièrement au niveau des banques dans l'objectif de permettre aux cadres de contribuer au développement du secteur bancaire et financier en Algérie.

Certaines banques privées ont recouru à des compétences algériennes pour exercer au sein du système d'information

universel, ce qui est un honneur pour l'Algérie, s'est-il félicité.

M. Benabderrahmane a exhorté toutes les banques à réduire la durée d'étude des dossiers de financement qui ne devraient pas dépasser "un mois après la réception de la demande", soulignant, par là même, l'impératif de créer un climat propice de rétablir la confiance entre les investisseurs et le citoyen en général.

Lors de sa visite, le Premier ministre a écouté plusieurs explications et informations sur la situation des banques publiques et privées et de l'activité bancaire en période de pandémie.

FONCIER INDUSTRIEL Benabderrahmane : "une gestion selon une approche purement économique et dans la transparence absolue"

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a affirmé, lundi à Alger, que le foncier sera géré à l'avenir dans le cadre d'une approche purement économique et dans "la transparence absolue".

Compte tenu de "l'importance majeure" que revêt le foncier industriel en tant que "pilier principal" de la production industrielle, "le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a enjoint au Gouvernement d'assainir les fonciers industriels, agricole et touristique, en œuvrant à son exploitation optimale, d'autant qu'il a été l'un des moyens les plus utilisés dans le pillage du denier public et la spéculation", a précisé le Premier ministre dans son allocution à l'occasion de la clôture de la Conférence nationale sur la relance industrielle.

Dans ce sillage, M. Benabderrahmane a fait savoir que "les résultats préliminaires du recensement font état de plus de 628 zones d'activité et de 65 zones industrielles en

activité", soulignant que "la superficie de ces assiettes foncières réparties au niveau de 54 wilayas du pays s'élève à plus de 27.000 hectares". D'après le Premier ministre, "plus de 14.700 lots de terrain octroyés ne sont pas exploités à ce jour".

A ce propos, il a rappelé avoir "donné des instructions à l'effet de trouver les modalités adéquates pour résoudre ce problème avant la fin de l'année et de parachever la révision du cadre juridique relatif au système de concession des terres relevant des domaines de l'Etat dédiées à la réalisation des projets d'investissement".

"Nous avons été surpris par les résultats du recensement des fonciers industriels, agricole et touristique octroyés mais non exploités", a assuré le Premier ministre, expliquant que ces résultats "reflètent certaines pratiques qui exploitaient les fonciers à des fins autres que l'investissement", et déplorant l'exploitation de ces fonciers par de "prétendus investisseurs" à des fins

de spéculation et non d'investissement.

L'Etat a décidé de récupérer ce foncier et l'octroyer aux véritables investisseurs, en ce sens, a-t-il poursuivi, qu'il sera "renforcé après création de l'Agence nationale du foncier industriel, laquelle constituera une solution radicale à la question du foncier, devant être géré dans l'avenir selon une véritable approche économique et dans la transparence totale, loin de toute intervention directe des administrations".

Le Gouvernement continuera à travailler "d'arrache-pied" selon un plan étudié pour la relance de la production industrielle, -t-il affirmé, rappelant que la politique industrielle que le Président aspire à traduire sur le terrain, répond aux attentes des acteurs du circuit économique national, et est en mesure d'amorcer un changement profond de la structure de l'économie nationale et hisser la part du secteur de l'Industrie dans le PIB.

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA RELANCE INDUSTRIELLE

PREMIER MINISTRE :

"La dépense fiscale doit être compensée par la création de la richesse et des emplois"

La dépense fiscale qui coûte à l'Etat des montants colossaux annuellement doit être compensée par la création de la richesse et des emplois, a souligné le Premier ministre et ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane qui a fustigé le faible rendement de cette dépense ces dernières années.

Supervisant la clôture des travaux de la Conférence nationale sur la relance industrielle au Centre international de conférence (CIC), le Premier ministre a fait remarquer que le "rendement économique et social de la dépense fiscale devrait être un critère pour mesurer l'efficacité et l'efficacé."

La création de la richesse et des postes d'emploi doit être à la hauteur des avan-

tages et exonérations fiscales consentis par l'Etat".

M. Benabderrahmane a cité à titre d'exemple les niveaux de la dépense fiscale qui "ont atteint plus de 1,500 milliards de DA en 2018 et 2019 seulement, soit près de 10 Mds USD". Cette dépense (avantages et différentes exonérations fiscales) a concerné les projets inscrits dans le cadre de l'Agence nationale de développement

de l'investissement (ANDI), les dispositifs de soutien à la création des activités, ainsi que les exonérations des taxes douanières. Pour le Premier ministre, "ces chiffres ne doivent pas être considérés comme de simples statistiques, mais comme des indicateurs pour l'évaluation de l'efficacité et de l'efficacé".

Et d'ajouter : "Ces montants colossaux auraient dû

soutenir le trésor de l'Etat, puisqu'ils n'ont pas accompli le but escompté, à savoir la création de richesses et de postes d'emploi, et partant, booster le développement". L'ouverture de la Conférence nationale sur la relance industrielle a été présidée, samedi au Palais des Nations, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en présence de hauts cadres de l'Etat.

Nécessaire organisation des industriels publics et privés en clusters

La conférence nationale sur la relance industrielle dont les travaux ont pris fin lundi, a été couronnée par une série de recommandations dont l'impérative organisation des industriels publics et privés en clusters.

Représentant les participants au premier workshop ayant pour thème "soutien des entreprises et promotion de la production nationale et des exportations", le responsable d'atelier, Bachir Kechroud, Directeur général (DG) au ministère de l'Industrie a appelé les industriels publics et privés à s'organiser en clusters qu'il faudra cerner par un cadre juridique et doter d'un système fiscal approprié afin de réduire les coûts et venir à bout de la chaîne des valeurs.

Il est également nécessaire de définir les priorités de l'investissement par l'Etat, en se focalisant sur les industries dans lesquelles l'Algérie possède des éléments de force par rapport aux autres pays, avec une répartition idoine des investissements à l'échelle régionale.

Les participants ont insisté sur l'impératif développement des infrastructures de qualité qu'il faudra renforcer par un financement public répondant aux exigences d'accès aux marchés étrangers, en comblant le déficit enregistré au niveau des labos de qualité.

Il a été recommandé, par ailleurs, de revoir le système fiscal appliqué à certains produits de large consommation et dont l'importation revient cher au Trésor public, en orientant l'investissement industriel vers leur production. Figure

parmi les recommandations la nécessité de coordonner l'action entre les différents ministères et opérateurs industriels (groupes publics et entrepreneurs) afin de contribuer aux points de négociation avec l'UE, dans le volet commercial, notamment dans les segments affectés depuis l'entrée en vigueur de la convention de partenariat.

Concernant la relance de l'activité industrielle à court terme, les participants à l'atelier ont recommandé de faciliter l'accès aux indemnisations des dommages causés par les atteintes au COVID-19 et libérer les initiatives à travers la codification de la dépenalisation de l'acte de gestion, en tant que "fondement pour redonner la confiance aux cadres de l'Etat et gérants de ses institutions".

Il s'agit également de mettre en place les mécanismes pour encadrer l'économie parallèle qui impacte considérablement les équilibres généraux de l'économie et promouvoir l'intégration industrielle nationale avec l'optimisation des mesures de soutien et la levée des obstacles de l'intégration nationale et revoir les textes réglementaires d'industrie automobile à travers la séparation des véhicules utilitaires des autres types de véhicules.

Exploiter tous les fonciers et usines à l'arrêt en raison des décisions de justice, sensibiliser les banques à faciliter les opérations de financement d'investissement productif, accorder un intérêt au secteur industriel privé et étranger, s'ouvrir à l'économie extérieure en permet-

tant aux sociétés nationales publiques et privées d'acquiescer des sociétés étrangères ou d'y contribuer, sont aussi les recommandations issues de cet atelier.

Les participants ont proposé également de s'orienter vers la création d'une industrie d'exportation et de s'écarter de l'idée d'exporter le surplus de la production nationale uniquement, étant donné que l'exportation s'appuie sur une relation à long terme entre l'exportateur et l'importateur sans être affecté par le niveau de la consommation nationale, tout en appelant les opérateurs économiques à tirer profit des facilitations douanières décidées dans le cadre de la promotion des exportations.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait présidé, samedi dernier, l'ouverture des travaux de cette conférence, visant à établir une vision stratégique du secteur industriel et à mobiliser les acteurs autour des objectifs de la relance économique.

Les travaux de cette conférence organisée par le ministère de l'Industrie, se sont déroulés au Palais des Nations (pour ce qui est de l'ouverture et des allocutions) et au Centre international des conférences (pour ce qui est des ateliers et des débats), du 4 au 6 décembre, sous le thème "Ensemble pour relever le défi".

La clôture des travaux s'est déroulée sous la supervision du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, en présence de plusieurs ministres dont le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar.

Plus de 700 participants ont pris part à la Conférence nationale sur la relance industrielle

Plus de 700 participants ont pris part à la Conférence nationale sur la relance industrielle, ayant formulé des recommandations pratiques afin de venir à bout des problèmes et obstacles empêchant le décollage industriel, a fait savoir, lundi à Alger, le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar.

Des hommes d'affaires, gérants de sociétés publiques et privées, présidents d'institutions financières, chercheurs universitaires, cadres supérieurs de différents ministères, instances de soutien et d'accompagnement spécialisées et partenaires sociaux figurent parmi les participants aux travaux de cette conférence, a précisé M. Zaghdar à la clôture de cet événement.

Les participants ont été répartis sur quatre ateliers

où plusieurs thèmes ont été abordés, tels que la réactivation du tissu industriel, le soutien aux entreprises, la promotion de la production nationale et des exportations, la mise en place d'alternatives aux importations, l'optimisation de l'environnement de l'investissement, l'accès au foncier industriel, la gouvernance des entreprises économiques, l'intégration et le développement de la compétitivité.

Marqués par "la franchise et l'objectivité", les travaux de la conférence ont débouché sur des recommandations pratiques "d'importance capitale" et acceptées par tous les acteurs économiques afin de venir à bout des obstacles empêchant le décollage industriel, a souligné le ministre.

Les conclusions de cette conférence sont le fruit des

efforts fournis par tous les participants représentant les secteurs liés à l'industrie, a affirmé le ministre, ajoutant que la réussite de cette démarche "demeure tributaire de l'adhésion de tous les acteurs et de leur engagement à les réaliser sur le terrain chacun dans son champ de compétence".

A cet effet, le ministre a appelé tous les intervenants à l'acte industriel à la conjugaison des efforts pour "corriger les erreurs du passé et œuvrer dans le cadre d'une nouvelle approche, prospective et participative à la relance de l'industrie nationale et à son développement pour en faire un véritable levier du développement économique du pays". M. Zaghdar a assuré que son département ministériel œuvrera à réviser, voire à élaborer un nouveau sys-

tème juridique mieux adapté", consacrant les recommandations de la conférence, en application des orientations du président de la République qui a affirmé que le secteur de l'industrie disposait des ressources humaines et matérielles l'habilitant à opérer un changement qualitatif et à relever le défi pour devenir une locomotive de l'économie nationale et partant contribuer à la création de richesses et à l'absorption du chômage.

La clôture de la conférence dont l'ouverture a été présidée, samedi au Palais des Nations par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est déroulée en présence du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane et de nombre de ministres.

MINISTRE DU COMMERCE
Lancement du fichier national du produit algérien

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a lancé lundi, pour la première fois, le fichier national du produit algérien via son site électronique, a annoncé lundi à Blida le premier responsable du secteur Kamel Rezig.

Le lancement du fichier national du produit algérien, via le site électronique du ministère, "permettra à tous les importateurs et exportateurs de consulter la liste des produits fabriqués en Algérie, dont l'importation est interdite", a indiqué le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, en marge de l'ouverture du salon régional Mitidja pour la production et l'exportation au niveau du parking du stade Mustapha Tchaker.

Le nouveau fichier national, actualisé chaque mois, englobe des données et informations sur 10.200 entreprises algériennes, ainsi que sur les capacités des productions nationales estimées à 388.000 produits locaux, interdits d'importation, sauf dans le cas où "son volume de production ne couvre pas les besoins nationaux", a-t-il observé. M. Rezig a appelé, à ce titre, l'ensemble des opérateurs économiques, notamment les importateurs, à consulter le fichier national avant d'engager les procédures d'importation de tout produit, assurant que son département ministériel "ne permettra, à l'avenir, aucune importation d'un produit fabriqué localement".

Le Ministre a rappelé, au titre des efforts d'organisation du secteur, la mesure portant création d'un registre relatif aux entreprises spécialisées en importation et exportation.

Il a fait cas du recensement de 6.600 entreprises dont le registre de commerce est en conformité avec la nouvelle loi relative à l'importation, contre 33.000 autres entreprises qui n'ont pas encore adapté leurs anciens registres de commerce avec la nouvelle loi.

Selon Kamel Rezig, le registre du commerce compte plus de 4.000 entreprises inscrites en tant que sociétés d'exportation à l'échelle nationale qui ont l'opportunité d'exporter et de commercialiser 388.000 produits nationaux sur les marchés africains, européens et arabes au vu de leur qualité.

«Réouverture du poste frontalier de Debdeb dans les prochains jours»

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a annoncé lundi à partir de Blida la réouverture "dans les prochains jours" du poste frontalier de Debdeb, dans la wilaya d'Illizi (extrême sud-est du pays).

"Le poste frontalier de Debdeb sera rouvert dans les prochains jours au trafic commercial avec la Libye", a indiqué M. Rezig, en marge du lancement des activités du salon régional Mitidja de la production et de l'exportation, organisé au parking du complexe Mustapha Tchaker. Le ministre a appelé, à cette occasion, les opérateurs économiques dont notamment ceux actives dans l'agroalimentaire et les matériaux de construction, à investir le marché libyen "prometteur", soulignant le rôle important, qui sera dévolu à cette installation frontalière, dans la hausse du volume des exportations algériennes sur les marchés libyens. M. Rezig a, dans ce même ordre d'idées, lancé un appel aux opérateurs économiques, en vue de "s'orienter vers l'exportation, qui est de nature à offrir une valeur ajoutée à l'entreprise productrice et à améliorer sa situation financière", et "à ne pas se suffire du marché national".

Il leur a assuré qu'ils avaient la possibilité d'intégrer les marchés de 54 pays africains, 27 pays européens et 21 pays arabes, sans avoir à payer des charges ou des taxes, conformément aux accords signés entre ces pays et l'Algérie.

Le ministre du Commerce a, également, souligné l'impératif de s'intéresser au marché africain, au regard, a-t-il dit, de "tous les indicateurs qui démontrent que le volume des échanges commerciaux en Afrique est de près de 3000 milliards de dollars", ajoutant que l'Algérie ambitionne l'obtention d'une part (aussi minime soit-elle) de ces échanges commerciaux, grâce à la "conjugaison des efforts" des deux parties, Gouvernement et opérateurs économiques. Rezig a, dans ce même contexte, mis l'accent sur l'importance accrue conférée par son département ministériel à la promotion des exportations hors hydrocarbures, estimées à quatre (4) milliards de dollars cette année, et qui ambitionne de porter ce chiffre à cinq (5) milliards de dollars en 2022.

"Le produit algérien (toutes filières confondues) a réussi, grâce à sa qualité, à se faire une place non seulement au sein de plusieurs marchés africains, mais, aussi, dans le sud et le nord de l'Europe, et dans les pays arabes", a souligné le ministre.

LAGHOUAT

Lancement de la finance islamique au niveau de l'agence de la BADR

Le produit de la finance islamique a été lancé lundi au niveau de l'agence de Laghouat de la Banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR).

Ce nouveau système de finance islamique prévoit l'ouverture de comptes avec des carnets d'épargne, d'investissement et de finances islamiques, a indiqué le directeur régional de la BADR, Saïd Bessas, lors de la cérémonie inaugurale, en présence du wali de Laghouat, Abdelkader Bradai, du Calife général de la Tariqa Tidjania, Cheikh Ali Belarabi Tidjani.

Le système de finance islamique met à la disposition des clients pas moins de quatorze (14) produits homologués par



la Banque centrale et le Haut conseil islamique, dont les comptes courants, les

comptes d'épargne, ainsi que les transactions financières selon la formule de

"Mourabaha" incluant tous domaines de transport, matières premières, production agricole et matériels professionnels, a précisé M. Bessas.

Le Calife général de la Tariqa Tidjania, Cheikh Ali Belarabi Tidjani, a salué les efforts fournis par la BADR pour permettre aux citoyens, agriculteurs, éleveurs et autres catégories sociales, de tirer profit de cette formule de financement, susceptible de soutenir les projets loin des transactions usurières (Riba).

TAMANRASSET

Campagne de sensibilisation sur la mauvaise utilisation de l'énergie

Les risques encourus de la mauvaise utilisation du gaz et de l'électricité font l'objet d'une campagne de sensibilisation menée en direction de la population de la wilaya de Tamanrasset par les services de la Société algérienne de distribution d'électricité et du gaz (SADEG), a-t-on appris lundi auprès de l'entreprise. Coïncidant avec la saison hivernale, cette campagne s'assigne comme objectifs l'ancrage de la culture préventive chez le citoyen contre les risques engendrés par la mauvaise utilisation

des équipements électriques et du gaz, par souci d'épargner les vies humaines, a indiqué la chargée de communication à la SADEG, Cherifa Mehafidh. Les actions de sensibilisation, ciblant notamment les femmes au foyer, consistent en l'animation d'émissions radiophoniques et des tournées explicatives au niveau des centres d'alphabétisation, des associations féminines et des scouts musulmans algériens (SMA), a-t-elle ajouté. Animé en coordination avec les services de la Protection civile, le pro-

gramme de vulgarisation prévoit aussi des sorties au niveau des institutions administratives, de 220 établissements éducatifs et de onze (11) centres de la formation professionnelle.

Des dépliant et affiches riches en informations sur les mesures préventives contre les dangers des énergies électrique et gazière et les conditions de leur utilisation rationnelle, figurent au programme de cette campagne qui se poursuivra jusqu'au mois de mars prochain.

M'SILA

Plus de 1.800 foyers ruraux raccordés au réseau d'électricité en 2021

Pas moins de 1.821 foyers situés dans les zones rurales de la wilaya de M'sila ont été raccordés depuis le début de l'année en cours (2021) au réseau électrique à travers plusieurs communes, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Les 1.821 foyers ont été alimentés en électricité dans le cadre de l'électrification rurale touchant notamment les zones éloignées, a-t-on précisé de même source, ajoutant que cette opération a nécessité la réalisation d'un réseau électrique de 346 kilomètres. Puisé du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales,

ce programme a nécessité la mobilisation de plus de 800 millions DA, ont noté les services de la wilaya, avant d'expliquer que ces réalisations ont contribué à l'amélioration du cadre de vie des habitants concernés.

Afin d'augmenter le taux de raccordement au réseau d'électricité dans les zones rurales, des opérations devraient être concrétisées au cours de l'année 2022, ont ajouté les services de la wilaya, indiquant que le taux de raccordement au réseau d'électricité à travers la wilaya de M'sila atteint actuellement 84%.

BOUIRA

Raccordement de 524 foyers au réseau de gaz naturel à Kadiria et Taghzout

Au total 524 foyers ont été raccordés lundi au réseau de gaz naturel dans les communes de Kadiria (Nord-Ouest de Bouira) et Taghzout (Est) en présence du wali en visite de travail dans ces deux régions de la wilaya. Dans la localité de Beggas, qui relève de la municipalité de Kadiria, le wali Lekhal Ayat Abdeslam a procédé à la mise en service d'un projet de raccordement de 164 foyers au réseau de gaz naturel. "Il s'agit d'une opération qui s'inscrit dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à améliorer les conditions de vie des citoyens", a indiqué le chef de l'exécutif lors de cette visite.

Un réseau d'une longueur de 15,7 km a été réalisé à Beggas pour doter de cette énergie les 164 foyers que compte cette

localité montagnaise connue pour son grand froid en hiver, selon les détails communiqués par la chargée de la communication de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (DD), Widad Benyoucef.

"Une enveloppe financière de l'ordre de 32,02 millions de dinars a été allouée à ce projet par la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL)", a précisé Mme Benyoucef.

Par ailleurs, le wali a saisi l'occasion pour inspecter le chantier de réalisation du chemin communal menant vers Ziraoua, près de Djebahia, avant de rallier la commune de Taghzout (Est de Bouira) où il a présidé une cérémonie de mise en gaz au profit de 360 foyers répartis sur les

villages de Tala Boughlal, Inesman et Maâdhi, qui compte près de 2000 habitants. "Ce projet porte sur la réalisation d'un réseau de 20,7 km pour pouvoir alimenter en gaz naturel les 360 foyers répartis sur les trois bourgades suscités et considérées comme zones enclavées et connues elles aussi pour leur froid glacial en hiver", a souligné la chargée de la communication de la direction de distribution de l'électricité et du gaz.

Un montant financier de 42,6 millions de dinars a été consacré à cette opération, réalisée dans le cadre de la CGSCL, a indiqué Mme Benyoucef, avant de préciser que le taux global de couverture en matière de gaz a dépassé les 88 % dans tout le territoire de la wilaya de Bouira.

ZONES D'OMBRE DE MÉDÉA

77% des projets inscrits "concrétisés"

Soixante-dix sept (77%) des projets de développement, inscrits au profit des habitants des zones d'ombre recensées à travers les soixante-quatre communes de la wilaya de Médéa, ont été concrétisés, a-t-on appris, lundi auprès des services de la wilaya.

Ainsi, six cent projets, sur un programme initial comprenant pas moins de 784 projets, couvrant les domaines de l'AEP, l'assainissement, le désenclavement et le développement des activités agricoles de proximité, ont été matérialisés, au

cours des deux dernières années, a indiqué la même source.

Dix milliards de dinars, puisés sur fonds propres des collectivités locales, ont été débloqués pour le financement de ces projets, destinés à corriger le déséquilibre qu'accuse ces zones d'ombre, en matière d'alimentation des foyers en eau potable, d'adduction au réseau d'assainissement local, d'ouverture de pistes de désenclavement et le financement de petites exploitations agricoles et d'élevages domestiques, a-t-on ajouté. Les projets en attente

de lancement, au nombre de 184, seront exécutés, une fois finaliser les procédures administratives inhérentes au choix des entreprises de réalisation et la levée de certaines contraintes rencontrées sur le terrain, a fait savoir la même source. En appui à ce programme de développement, des opérations d'électrification ont été menées au profit de nombreux villages et hameaux isolés, contribuant, ainsi, à réduire les disparités en matière d'accès à l'énergie électrique, a-t-on noté.

APS

PRIX NATIONAL DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL

Plus de 80 artisans de la région centre en compétition pour la finale

Quatre-vingt-trois (83) artisans issus de 12 wilayas du centre ont présenté dimanche à Tizi-Ouzou leurs produits devant la commission nationale de sélection pour le prix national de l'artisanat traditionnel dans l'espoir d'être choisis pour la finale nationale prévue le 29 décembre prochain, a-t-on appris des sélectionneurs. Rencontré au niveau de la nouvelle maison de l'artisanat et des métiers (CAM) de Tizi-Ouzou, le directeur de cette structure, Azzedine Abdous, a indiqué à l'APS que ces artisans, issus des wilayas de Ain Defla, Tipasa, Alger, Tizi-Ouzou, Boumerdes, Bouira, Médéa, Blida, Chlef, Msila, Djelfa et Bejaia, participent à cette sélection régionale avec 100 produits. Un prix de 500.000 DA sera remis à un lauréat dans chacune des filières artisanales (métal, cuire, bois, tapis, céramique, habit traditionnel), a-t-il ajouté.

La présidente de la commission nationale de sélection, Amamra Aziza Aicha, a observé, pour sa part, que la sélection du produit qui participera à la finale «est une tâche ardue, en raison de la qualité des objets confectionnés par les artisans en compétition».

Concernant les critères de sélection, elle a rappelé que l'objet artisanal doit, entre autres, «faire référence au patrimoine, être esthétique et bien fini ne comportant pas de défaut et aussi harmonieux dans ses formes et couleurs pour qu'il soit agréable au regard», précisant que «parfois, c'est l'objet en lui-même qui nous interpelle».

Mme Amamra a observé que la compétition se complique et la concurrence augmente d'année en année, relevant que des artisans, notamment les lauréats des précédentes éditions du concours, font de la recherche dans une quête permanente d'améliorer leurs produits.

BECHAR

Une centaine de jeunes touristes du Nord du pays attendus à Taghit

Quelque 120 jeunes issus des wilayas du Nord du pays (Ain-Temouchent, Tipaza et Tizi-Ouzou) bénéficieront, du 16 décembre au 1er janvier prochain, de séjours touristiques dans la région de Taghit (97 km au sud de Bechar), à l'initiative de la Ligue locale des activités de plein air, animations et échanges de jeunes (LAPALEJ), a-t-on appris lundi auprès de la Ligue.

Le séjour touristique, qui sera organisé en deux sessions, permettra aux bénéficiaires de connaître de près les réalités de la wilaya de Bechar, notamment la région touristique de Taghit, a précisé le président de la Ligue, Abdelkrim Mahjoub. Un programme de visites touristiques aux différents sites naturels, touristiques et historiques, notamment les stations de gravures rupestres de la commune de Taghit, a été élaboré au profit de ces jeunes dont plusieurs vont séjourner pour la première fois dans la région, a souligné M. Mahjoub. L'initiative s'inscrit dans le cadre du développement du tourisme de jeunes, l'une des activités principale de la Ligue, de même qu'elle vise à meubler les vacances d'hiver de cette catégorie de la population, a ajouté M. Mahjoub, en soulignant que ce genre d'actions vise essentiellement la formation et la socialisation des jeunes. L'opération, qui sera suivie d'autres durant toute la saison touristique dans le Sud, a pour objectif aussi de faire connaître aux jeunes du Nord du pays, les réalités sociales et culturelles d'une partie de la région du Sud ouest du pays, et ce, à travers plusieurs rencontres sociales avec la population locales et aussi des rencontres culturelles et artistiques animées par des groupes et artistes, a fait savoir le président de la Ligue.

PÉTROLE

Le Brent à 71,52 dollars lundi à Londres

Les prix du pétrole abordaient la semaine en hausse lundi, soutenus par l'augmentation dimanche de ses tarifs par le groupe saoudien Aramco et l'impasse des négociations sur le nucléaire iranien, maintenant toujours Téhéran hors du marché.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février grimpeait de 2,35% à 71,52 dollars. A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour le mois de janvier avançait de 2,63% à 68,00 dollars.

Les deux contrats de référence de part et d'autre de l'Atlantique ont respectivement perdu 3,91% et 2,77% la semaine dernière. Le géant pétrolier saoudien Saudi Aramco "a augmenté tous ses prix de vente officiels de janvier pour les cargaisons à destination de l'Asie et des Etats-Unis", rapportent les analystes de S&P



Global Platts. Pour l'analyste, Jeffrey Halley, cette décision montre "la confiance" de Ryad, "qui doit estimer que

la reprise mondiale ne déraillera pas" malgré l'apparition du variant Omicron, menace pour la consommation de brut, et la hausse de l'offre en début d'année prochaine décidée par l'Opep+. Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés via l'accord Opep+ ont convenu jeudi dernier qu'ils augmenteraient leur production de 400.000 barils par jour en janvier. Le marché profite également de l'impasse dans les négociations entre les Etats-Unis et l'Iran", estime Ricardo Evangelista, analyste.

CORÉE DU SUD-ASEAN

La Corée du Sud et l'ASEAN conviennent de renforcer la mise en œuvre de leur accord de libre-échange

La Corée du Sud et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ont convenu de renforcer la mise en œuvre de leur accord de libre-échange à travers notamment un règlement rapide des problèmes douaniers, a indiqué lundi le ministère sud-coréen des Finances.

La mise en œuvre de l'accord, qui offre des avantages aux entreprises sud-coréennes, s'est heurtée à des difficultés dans le contexte de la pandémie

du Covid-19. Pour dépasser ces difficultés, la Corée du Sud a fait des propositions dans le but de faciliter les procédures administratives pour accélérer les exportations du pays vers les pays de l'ASEAN, a dit le département sud-coréen, soulignant que les propositions de Séoul ont été approuvées par les pays membres de l'Association.

Les échanges commerciaux entre la Corée du Sud et les pays de l'ASEAN

ont plus que doublé depuis l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange en juin 2007.

L'ASEAN, qui regroupe 10 pays (Philippines, Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Brunei, Vietnam, Laos et Birmanie et Cambodge), est le deuxième plus grand partenaire commercial de la Corée du Sud avec des échanges commerciaux évalués à plus de 143 milliards de dollars US en 2020 contre 61,8 milliards en 2006.

VIETNAM

Un excédent commercial de 225 millions de dollars durant les 11 derniers mois

Le Vietnam a affiché un excédent commercial de 225 millions de dollars au cours des 11 premiers mois de cette année, mettant ainsi fin au déficit commercial continu qui durait plusieurs mois en raison de la Covid-19.

Au cours de cette période, les exportations ont augmenté de 17,5% en glissement annuel pour atteindre 299,7 milliards de dollars, selon le ministère vietnamien de l'Industrie et du Commerce.

«Les exportations bénéficient d'avantages grâce aux accords de libre-échange et à la hausse de la demande d'achat en

fin d'année», a indiqué un représentant du ministère.

Les Etats-Unis sont restés le plus grand marché d'exportation du Vietnam avec un chiffre d'affaires de près de 85 milliards de dollars, soit 28,3% du total, suivis de la Chine avec quelque 50,5 milliards de dollars.

La fabrication et la transformation ont représenté 86% de la valeur des exportations, la reprise des entreprises du Sud après trois mois de suspension stimulant la reprise de l'industrie. Les exportations de textile et de vêtements ont

augmenté de 7% pour atteindre près de 29 milliards de dollars. Les exportations de fer et d'acier ont dépassé les 10 milliards de dollars pour la première fois pour atteindre 10,8 milliards de dollars, en hausse de près de 130% en glissement annuel. L'agriculture et la foresterie ont vu leurs exportations augmenter de 11,4% en glissement annuel pour atteindre près de 25,2 milliards de dollars.

En novembre, les exportations vietnamiennes ont atteint environ 30 milliards de dollars, soit une augmentation de 18,5% en glissement annuel. Le pays

a dégagé un excédent commercial de 100 millions de dollars au cours du mois.

Pendant ce temps, les importations totales ont augmenté de 27,5% pour atteindre plus de 299,4 milliards de dollars au cours des 11 premiers mois. La Chine était le plus important importateur avec plus de 98,5 milliards de dollars, en hausse de 32% par rapport à la même période l'année dernière et représentant près de 33% du total. Elle est suivie par la République de Corée avec près de 50,3 milliards de dollars, en hausse de 20,3%.

CANADA

Remise en service de l'oléoduc qui fournit du pétrole à l'ouest

L'oléoduc Trans Mountain, fermé depuis la mi-novembre en raison de graves inondations et glissements de terrain en Colombie-Britannique, a été remis en service après trois semaines d'arrêt, a annoncé dimanche la société d'Etat.

La canalisation enfouie dans le sol des deux provinces canadiennes les plus à l'ouest a été remise en service «en toute sécurité», selon Trans Mountain.

La veille, la société d'Etat expliquait que l'oléoduc était demeuré «dans un état statique sécuritaire» tout au long de la période d'arrêt et qu'«aucune fuite de produit ou (aucun) dommage sérieux à la conduite» n'avait «été détecté».

L'interruption du flot de Trans Mountain, qui transporte chaque jour 300.000 barils de pétrole d'Alberta jusqu'au terminal maritime en banlieue de Vancouver, avait limité l'approvisionnement en pétrole dans le sud-ouest de la Colombie-Britannique. Le gouvernement de cette province avait été contraint de restreindre l'accès au carburant pour la population locale en raison des difficultés d'approvisionnement. Malgré la remise en service de l'oléoduc, le rationnement du carburant est maintenu jusqu'à la mi-décembre. Trans Mountain, en usage depuis 1953, est le seul oléoduc qui relie l'Alberta, la principale province qui en produit, à la côte pacifique canadienne. Le gouvernement de Justin Trudeau l'avait acheté en 2018 dans la foulée d'une forte opposition à son projet d'expansion, qui vise à tripler la capacité de transport de l'oléoduc.

AFRIQUE DU SUD

Opposition à un projet d'exploration sismique de Shell

Des centaines de défenseurs de l'océan et d'amoureux de la nature se sont retrouvés dimanche sur plusieurs plages sud-africaines pour dénoncer un projet de recherche utilisant des ondes sismiques par le géant de l'énergie Shell. Au Cap comme à Port Elizabeth notamment, les manifestants ont bravé pluie et grisaillé pour dénoncer ce projet qui représente, à leurs yeux, un danger grave pour la faune marine au large de la très touristique «Wild Coast», dans l'est du pays. Ils ont perdu une manche vendredi, quand un tribunal sud-africain a rejeté leur demande d'interdiction urgente du projet, permettant à Shell de lancer ses opérations. Au Cap, sur la plage de Muizenberg, des centaines de personnes, souvent en famille, ont déployé des banderoles «Shell en enfer» ou «Ne touchez pas à la côte», ainsi qu'un modèle géant de poisson snoek local, de la famille du maquereau, pour manifester leur préoccupation. A Port Elizabeth, d'autres centaines en coupe-vents et anoraks s'étaient massés sur une jetée, brandissant des pancartes appelant à boycotter les stations-services Shell et détournant le logo jaune en forme de coquille de l'entreprise pour lui ajouter un doigt d'honneur.

Dans la réserve naturelle de Nahoon Point, près d'East London (est), un responsable local de la police environnementale, Div de Villiers, a déclaré: «Nous ne savons pas quel impact les explosions sismiques auront sur une vie marine très

riche qui existe depuis des centaines de milliers d'années». «Des recherches suffisantes ont-elles été faites sur toutes nos espèces de poissons? Est-ce que Shell a étudié l'impact possible sur les moyens de subsistance» des gens sur la côte, a-t-il ajouté devant 250 personnes rassemblées contre le projet. La prospection offshore d'énergies fossiles utilise l'analyse de la propagation d'ondes sismiques pour déterminer la structure géologique des sols susceptibles de contenir des hydrocarbures. Les ondes de choc sont envoyées par des bateaux équipés de canons à air. Selon les écologistes, ces détonations peuvent perturber le comportement de la faune, son alimentation, sa reproduction

ainsi que les migrations, notamment celle des baleines, la plupart des animaux marins s'appuyant sur l'audition. Ouverte sur l'océan Indien, la Wild Coast aux paysages sauvages spectaculaires s'étend sur quelque 300 km et compte plusieurs réserves naturelles et zones marines protégées photoes.

Le géant anglo-néerlandais Shell avait annoncé que son projet d'exploration dans la région s'étendrait sur quatre ou cinq mois, sur une surface de plus de 6.000 km2. «Nous prenons toutes les précautions pour éviter ou minimiser l'impact sur les poissons, mammifères marins et autres espèces sauvages», avait affirmé un porte-parole le mois dernier.

TUNISIE

Le taux d'inflation en courbe ascendante en novembre pour atteindre 6,4%

Le taux d'inflation a connu une allure ascendante en novembre pour se situer à 6,4% en Tunisie après 6,2% en septembre et 6,3% en octobre, selon des informations publiées dimanche par le site officiel de l'Institut national de la statistique (INS) de Tunisie. Cette tendance haussière s'explique particulièrement par la hausse des prix des produits et services de transport, soit 5,4% en novembre contre 4,9% en octobre, selon la même source. Cela est dû également à la hausse des produits et services de l'enseignement, soit 9,1%, contre 7,8% en octobre. Par ailleurs, sur une année, les prix des produits manufacturés ont progressé de 7,6% à cause de la flambée des prix des matériaux de construction de 13%, des produits de l'habillement de 8,8% et des produits d'entretien courant du foyer, de 5,9%, selon les chiffres de l'INS.

FINANCE

Le dollar en légère hausse face à l'euro

Le dollar américain montait légèrement lundi face à l'euro dans un marché déjà focalisé sur l'inflation aux Etats-Unis attendue vendredi, tandis que la cryptomonnaie bitcoin peinait à se remettre de son plongeon de samedi. Le dollar prenait 0,12% face à l'euro, à 1,1301 dollar (vers 1150 locale). Après avoir nettement baissé face à l'euro dans les dernières séances de novembre, le billet vert se rapproche peu à peu de son plus haut de l'année atteint le 24 novembre à 1,1186 dollar. «La propagation du nouveau variant Omicron du Covid-19 et les commentaires assez déterminés de la Fed ont augmenté la volatilité du dollar», commente Lee Hardman, analyste chez MUFG. Les cambistes sont en effet partagés: est-ce que l'impact possible sur l'économie d'une nouvelle vague de Covid-19 va pousser la Réserve fédérale américaine (Fed) à temporiser avant de resserrer sa politique monétaire, ou va-t-elle agir pour contrer l'inflation? Dans ce contexte, «il y a un fort intérêt pour l'indice CPI (des prix à la consommation pour novembre), étant donné le soudain changement de message de la Fed sur l'inflation», plusieurs membres de l'institut monétaire s'inquiétant de la hausse des prix, note Neil Wilson, analyste chez Markets.com. Du côté des cryptomonnaies, le bitcoin, dont le cours s'est effondré de plus de 20% en cours de journée samedi pour sombrer à un plus bas depuis fin septembre à 42.296 dollars avant de se redresser, peinait à renouer avec le seuil symbolique des 50.000 dollars.

«La baisse a été déclenchée par un mouvement de ventes des actifs à risque démarré vendredi et provoqué par les inquiétudes sur le variant Omicron, et amplifié dans le cas du bitcoin par des volumes diminués par le week-end», explique Victoria Scholar, analyste chez Interactive investor.

Par rapport à dimanche soir, le prix du bitcoin baissait de 3,5% à 47.525 dollars.

REPORTAGE

EQUIPEMENT MAISON

L'incontournable cuisine aménagée

Ces dernières années, la cuisine aménagée a supplanté les éléments et les buffets d'antan. Pratique, esthétique et occupant moins d'espace, elle se décline sous des couleurs en rapport avec l'espace tout en ayant un design très contemporain.

Djamel BOUDAA

A chaque époque sa mode. Cela s'applique aussi bien à la tenue vestimentaire, à la coiffure ainsi qu'aux meubles et autres équipements ménagers notamment à celui des cuisines, espace très important dans la vie quotidienne où l'on prépare le repas et où quelquefois on prend le café ou les repas, si la dimension de la pièce le permet. Dans un passé assez et même très lointain, c'était le buffet qui servait à ranger la vaisselle et les ustensiles nécessaires pour la préparation des repas ou pour servir les mets et aussi pour conserver les aliments non périssables. Ce meuble était placé dans ce qu'on appelait « el khima » (petite cuisine) ou trônait parfois dans une pièce (salle de séjour). Ce buffet était quelconque - fabriqué avec du bois blanc ordinaire et du contreplaqué - et était de couleur neutre et quelquefois peint, généralement en marron ou blanc mais il pouvait se décliner sous d'autres couleurs. Le buffet était quelquefois d'une meilleure facture et parfois même luxueux, fabriqué avec du bois noble et massif comme le hêtre, le chêne, le noyer et savamment sculpté et mouluré avec incrustations en nacre aux reflets multiples. Parfois ces buffets comportaient des éléments décoratifs en cuivre comme des poignées ouvragées. C'était parfois d'imposants vaisseliers ornés de magnifiques assiettes richement décorés en porcelaine, aux motifs floraux ou comportant des paysages de différentes couleurs.

Dans les années soixante-dix, le buffet a été plus ou moins jugé encombrant et remplacé par des éléments de cuisine, pratiques pour ranger des ustensiles ou des denrées alimentaires et placés généralement en hauteur pour ne pas être encombrant et ce par souci de gain de place. Ces éléments, qui ne sont pas d'une grande contenance par rapport au buffet ou au placard, sont fabriqués en bois rouge, matériau solide mais pas très esthétique ou en laminé plus économique et d'entretien plus facile - un simple coup d'éponge suffit pour les nettoyer-, et étaient dotés de portes pleines ou de portes vitrées. Ils étaient complétés par des meubles sous évier, toujours par souci d'économie de place car les cuisines des logements d'antan étaient petites



pour ne pas dire minuscules, permettant à peine à la mère de famille de préparer le repas et de laver la vaisselle. C'était, en utilisant les termes d'aujourd'hui, des « kitchenettes ».

Ces dernières années, les logements comportent, à la grande joie de toute la famille, des cuisines lumineuses, très aérées et spacieuses permettant d'en faire un espace de vie quotidien important et de les aménager selon son goût et ses moyens. Les gens qui ont les moyens optent souvent pour la formule « Cuisine aménagée ».

“ Les buffets et les éléments de cuisine suspendus « sont dépassés » et supplantés par les cuisines équipées, ces dernières offrent de très nombreux avantages.

Aujourd'hui, beaucoup de personnes, dès réception de la clé de leur logement ou la fin des travaux de leur villa, pensent à aménager leur cuisine. Souvent, cette cuisine fait auparavant l'objet de travaux de revêtement des murs en céramique car c'est plus facile à entretenir et cela ne nécessite pas chaque année des travaux de peinture. Le buffet et les éléments de cuisine, plus personne n'a l'idée d'en acquérir. Actuellement, beaucoup de gens optent pour les cuisines aménagées sur commande », a indiqué Ali, un menuisier ébéniste qui s'est spécialisé dans la fabrication de cuisines. Le menuisier ébéniste a par ailleurs souligné que les buffets et les éléments de cuisine suspendus « sont dépassés » et supplantés par les cuisines équipées, ces dernières offrant de très nombreux avantages.

Tout d'abord, l'exploitation rationnelle de l'espace. Le choix du type de cuisine dépend avant tout de la dimension de la pièce et de la position des ouvertures (fenêtre ou porte-fenêtre). C'est ainsi

que par exemple pour une pièce fermée et relativement spacieuse, les spécialistes recommandent un aménagement en U qui « offrira de nombreux rangements ainsi qu'un espace confortable pour la préparation des repas ». Pour les pièces ouvertes, il est recommandé d'opter pour l'aménagement en L et ce pour « délimiter l'espace sans pour autant briser l'harmonie » de la pièce. « Lors du choix d'une cuisine, il convient également de prendre en compte l'utilisation que vous ferez de cette dernière. Si vous ne vous servez de votre cuisine que pour la préparation des repas, optez pour un modèle muni de plans de travail spacieux. Mais si vous comptez prendre vos repas dans votre cuisine, assurez-vous d'en faire un lieu de partage agréable en y intégrant par exemple un îlot central », soulignent les designers qui insistent aussi sur l'importance du choix du matériau.

C'est ainsi que pour une cuisine traditionnelle, il est recommandé le bois dont le design intemporel « saura procurer charme et convivialité à la cuisine ». Il existe deux matériaux principaux qui sont utilisés pour la fabrication des cuisines : le bois, et le mélaminé (un matériau à base de bois, revêtu à chaud et sous pression par une feuille de papier décorative imprégnée de résine mélamine). « Il y a aussi le MDF (Medium Density Fireboard, panneau composite de fibres de bois à densité moyenne) et le High Gloss, MDF lamifié à base de PVC (polymère thermoplastique) ultrabrillant.

Concernant l'aménagement proprement dit, il est conseillé de placer de manière logique les meubles et l'électroménager pour minimiser les déplacements et avoir tous les ustensiles à portée de main.

Les spécialistes recommandent, pour un aménagement optimal de la cuisine, de placer le

réfrigérateur loin des plaques de cuisson et de toute autre source de chaleur, de laisser une largeur suffisante pour laisser circuler l'air chaud de chaque côté de la cuisinière, de fixer les éléments

“ Pour l'année 2022, selon un site spécialisé, les grands favoris sont les teintes lumineuses et naturelles tels le vert sauge, le vert d'eau, le gris pâle ainsi que le blanc crème.

“ murs au-dessus de la hauteur qu'ils soient accessibles, d'entreposer les casseroles, les poêles, les couteaux et les louches près de la zone de cuisson et la vaisselle à proximité du coin repas, prévoir un espace de plan de travail le plus grand possible pour être à l'aise lors de la préparation des repas, placer l'évier à côté du lave-vaisselle.

“ Pour ce qui est des couleurs des éléments composant la cuisine, ils sont choisis en fonction de la luminosité et de la dimension de la pièce et bien sûr du goût de la personne, cependant les designers estiment que le blanc s'adapte à peu près à toutes les décorations avec toutefois un seul risque : l'effet froid dans une cuisine trop blanche. Le noir est aussi l'un des favoris des meubles de cuisine et contrairement aux idées reçues, il n'assombrit pas forcément la cuisine si elle est grande et lumineuse. Pour un look graphique chic, on peut associer le noir et le blanc. Le vert sauge (couleur vert de gris) apporte une note de campagne à la cuisine et le bleu turquoise apporte douceur et luminosité et il se marie

parfaitement à du blanc, du bois ou du gris pour les comptoirs et les poignées. Le gris souris est doux et raffiné, lumineux avec du blanc, avec du bois scandinave, moderne avec de la couleur.

Toujours, selon les designers, le bleu classique, un intemporel, est synonyme de fraîcheur et luminosité. Un vert menthe apporte une note de gaieté. Le beige est plus neutre et plus chic. Le rouge est considéré comme une couleur moderne et le contraste du rouge avec certaines

couleurs, en particulier le noir ou le blanc, donne à la pièce un certain look. Pour l'année 2022, selon un site spécialisé, les grands favoris sont les teintes lumineuses et naturelles tels le vert sauge, le vert d'eau, le gris pâle ainsi que le blanc crème.

D. B.



Cuisine aménagée, cuisine équipée, cuisine intégrée

►► Une cuisine aménagée ne comprend que le mobilier. Elle est donc composée des éléments de rangement tels que les placards, les tiroirs et les niches, ainsi que de l'évier et du plan de travail. En revanche, elle ne dispose pas des appareils électroménagers qu'il convient d'acheter séparément.

►► Une cuisine équipée est une cuisine qui dispose de tous les éléments indispensables à la préparation d'un repas. Elle comprend les meubles de rangement, le plan de travail, l'évier ainsi que l'électroménager tel que les appareils de cuisson et de lavage.

►► Une cuisine intégrée est une cui-

sine où les équipements électroménagers sont entièrement encastrables, et donc indissociables des meubles. Dans ce type de cuisine, le four, la table de cuisson, la hotte, le réfrigérateur, le lave-vaisselle et parfois le four micro-ondes ou encore la cafetière sont entièrement intégrés au mobilier pour se faire le plus discrets possible.

GRANDE BRETAGNE

Près de 700 sans-abri décédés au Royaume-Uni en 2020

Le nombre de décès de sans-abri enregistrés en Angleterre et au Pays de Galles en 2020 s'élève à 688, soit une baisse de 11,6% par rapport à 2019, a indiqué dimanche l'Office britannique des statistiques (ONS).

Il s'agit de la première baisse annuelle du nombre de décès de sans-abri depuis le début de ce recensement en 2013, précise l'ONS, notant que cette légère diminution est attribuée à la mise en place d'un hébergement d'urgence pour des milliers de sans logis pendant les périodes de confinement.

Bien qu'inférieur au chiffre record de 778 décès de sans-abri enregistré en 2019, le total reste 42% plus élevé que les chiffres relevés en 2013, ajoute la même source.

Les taux de décès les plus



Élevés se situent dans le nord-est de l'Angleterre et à Londres, relève l'Office, notant que la cause principale

de décès reste, comme les années précédentes, la consommation excessive de drogues.

Par ailleurs, 74 suicides ont été enregistrés, contre 112 en 2019, alors qu'on impute au coronavirus 13 décès de personnes sans domicile fixe.

Environ 37.000 sans logis ont bénéficié d'un hébergement à l'hôtel pendant les premiers mois de la pandémie en 2020, ce qui a diminué le nombre de sans domicile fixe durant cette année et réduit potentiellement le nombre de décès.

EDUCATION

Les pays du Sahel s'engagent à renforcer les réformes pour une éducation de qualité

Les pays du Sahel, réunis les 4 et 5 décembre à Nouakchott dans le cadre d'un sommet sur «Le Sahel de demain se construit à l'école aujourd'hui», se sont engagés à renforcer les réformes pour une éducation de qualité dans la région.

Il est impératif «d'améliorer la qualité des apprentissages, augmenter la participation des filles à l'enseignement secondaire et renforcer les compétences de base et l'alphabétisation des jeunes adultes qui ont quitté l'école», lit-on dans la «déclaration de Nouakchott» sanctionnant les travaux de ce sommet.

Pour changer la donne, les dirigeants du Sahel ont fait appel à un engagement politique de long-terme autour de trois cibles essentielles, dont la priorisation des actions et financements autour d'objectifs chiffrés pour réduire la pauvreté des apprentissages, la promotion d'une participation accrue des filles à l'enseignement secondaire et le renforcement des compétences de base et l'alphabétisation des jeunes adultes qui ont quitté l'école. Parmi les objectifs, souligne la

déclaration, figure aussi l'amélioration du mode de recrutement, de formation, et de déploiement des enseignants, tout en participant aux programmes internationaux d'évaluation périodiques des acquis scolaires et autres apprentissages.

Les dirigeants de ces pays ont plaidé aussi pour l'augmentation de la part de l'éducation dans les dépenses publiques et dans le produit intérieur brut pour atteindre le niveau de la moyenne de l'Afrique sub-saharienne au plus tard en 2030, tout en s'efforçant d'améliorer l'efficacité et la qualité de ces dépenses.

S'exprimant à cette occasion, le président mauritanien, M. Mohamed Ould Ghazouani a rappelé qu'au cours des quinze dernières années, les pays du Sahel ont réalisé d'importants progrès en doublant pratiquement le taux d'inscription à l'enseignement primaire et triplant celui de l'enseignement secondaire, soulignant que ces pays doivent encore surmonter de nombreux défis pour offrir l'accès de tous à l'éducation et offrir une instruction de qualité à l'en-

semble de sa jeunesse. «Nous sommes dans un cercle vicieux. Plus nous faisons d'enfants, moins nous sommes capables de les éduquer, moins nous les éduquons, plus ils feront des enfants à leur tour, facteurs dans notre contexte social économique de retard de développement et de croissance», a déploré pour sa part le Président de la République du Niger, M. Mohamed Bazoum.

De son côté, Le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et centrale, Ousmane Diagana, a exprimé la disposition de l'institution financière à intensifier l'appui au secteur dans son ensemble avec un accent particulier sur l'accès équitable à l'éducation et au renforcement de sa qualité.

Le sommet de Nouakchott sur l'Éducation visait à mobiliser les soutiens financier et politique pour l'exécution des investissements nécessaires à l'amélioration de la qualité de l'éducation au Sahel, région qui fait face à certains défis empêchant l'accès de ses enfants à un enseignement inclusif et de qualité.

ETATS UNIS

La police met en garde contre des cambrioleurs visant les maisons d'Américains d'origine asiatique en Californie

La police a averti le public de se méfier de cambrioleurs qui se font passer pour des jardiniers pour s'en prendre aux maisons appartenant à des Américains d'origine asiatique à Torrance, une ville du comté de Los Angeles, dans l'Etat américain de Californie, ont rapporté dimanche les médias américains. Des cambriolages ont eu lieu ces dernières semaines dans des maisons situées dans des communautés fermées du

centre et de l'est de Torrance, a déclaré Mark Ponegalek, du département de police de Torrance, cité par City News Service, un service de presse régional couvrant le sud de la Californie. La ville se situe à environ 32 km au sud-ouest du centre-ville de Los Angeles. M. Ponegalek a déclaré que les victimes étaient des propriétaires d'origine asiatique possédant un commerce ou une entreprise en dehors de la ville. Les vic-

times ont peut-être été suivies à leur domicile après leur travail, et conservent généralement de grandes quantités d'argent liquide chez elles.

Le département de police de Torrance a émis une alerte aux cambriolages un peu plus tôt ce mois-ci, affirmant que plusieurs cambriolages présentant des similitudes avaient été signalés. La police a déclaré qu'il y avait trois à quatre suspects, qui se faisaient passer

pour des jardiniers ou des paysagistes, et conduisaient des fourgonnettes ou des SUV de marques américaines, selon le département.

La police a demandé aux résidents de faire attention aux véhicules entrant derrière eux dans les communautés fermées, et d'appeler le 911 si quelque chose ou quelqu'un laissait à penser qu'une activité criminelle avait eu lieu ou était sur le point d'avoir lieu.

INDONÉSIE

Au moins 14 morts et 9 disparus après une éruption volcanique

Au moins 14 personnes ont été tuées, et neuf villageois sont toujours portés disparus après l'éruption du mont Semeru, survenue samedi dans le district de Lumajang, dans la province indonésienne de Java oriental, a déclaré dimanche Abdul Muhari, porte-parole par intérim de l'Agence nationale de gestion et d'atténuation des catastrophes.

Des averses devraient s'abattre sur le cratère et les pentes du volcan au cours des trois prochains jours, ce qui pourrait ralen-

tir la recherche et l'évacuation des victimes, a indiqué M. Muhari. «Neuf personnes sont toujours portées disparues», a déclaré le porte-parole lors d'une conférence de presse virtuelle. Au moins 1.300 personnes se sont réfugiées dans des centres d'évacuation, a-t-il déclaré, ajoutant que les protocoles sanitaires en vigueur seraient bien appliqués dans ces centres. «Nous avons envoyé jusqu'à 20.000 masques dans les centres d'évacuation, non seulement pour empêcher la propagation du coronavirus,

mais aussi pour éviter les problèmes respiratoires», a-t-il déclaré. Le responsable a annoncé que le gouvernement fournirait aux sinistrés une aide en espèce d'un montant de 500.000 roupies (environ 34,7 dollars américains) par mois et par famille au cours des six prochains mois afin de leur aider à louer un logement.

Le gouvernement cherche également des emplacements pour construire de nouveaux logements aux personnes touchées par la catastrophe.

AUSTRALIE

Report du procès pour enlèvement de la fillette de 4 ans

Le très médiatisé procès d'un homme accusé d'avoir enlevé une fillette de quatre ans dans un camping australien isolé a été reporté lundi après que son avocat a obtenu un ajournement.

Cleo Smith avait disparu de la tente de sa famille dans un camping d'Australie-Occidentale en octobre, déclenchant une vaste opération de recherche dont beaucoup craignaient qu'elle ne se termine en tragédie.

Mais la petite fille a été retrouvée 18 jours plus tard, seule dans une maison fermée à clé dans la ville côtière de Carnarvon, à quelques kilomètres de l'endroit où elle avait disparu.

Son ravisseur présumé, Terence Darrell Kelly, a comparu devant le tribunal lundi par vidéo depuis la prison, où il est détenu depuis plus d'un mois dans des conditions de sécurité maximales.

L'homme de 36 ans n'a pas été invité à s'exprimer au cours de la brève audience, mais la demande d'ajournement de sept semaines formulée par son avocat a été acceptée.

Terence Darrell Kelly a été placé en détention provisoire jusqu'à sa prochaine comparution vidéo le 24 janvier.

L'affaire a attiré l'attention du monde entier, atteignant son paroxysme lorsque Cleo Smith a été retrouvée et réunie avec ses parents au début du mois de novembre.

La police a rapidement placé le suspect en détention provisoire après sa première comparution devant le tribunal le mois dernier.

Le lendemain, il a été emmené à Perth, la capitale de l'Etat, où il est depuis détenu en prison.

L'homme aurait agi seul et n'a aucun lien avec la famille selon la police.

Il a été inculpé de plusieurs infractions, dont enlèvement forcé d'un enfant de moins de 16 ans.

CHINE

8 morts dans un incendie survenu dans un dortoir au Shanxi

Un incendie survenu tôt lundi matin dans un site d'hébergement d'une entreprise d'énergie thermique dans la province chinoise du Shanxi (nord) a fait huit morts, ont annoncé les autorités locales du district de Shouyang. L'incendie s'est produit à environ 01h36 et a été maîtrisé à 04h20.

Les sauveteurs ont trouvé huit personnes mortes et cinq autres blessées.

Le travail de recherche et de secours sur place est terminé.

Une enquête a été ouverte pour définir la cause de l'incendie.

ETATS UNIS

Quatre personnes tuées dans l'accident d'un petit avion en Californie

Quatre personnes ont été tuées lorsqu'un avion monomoteur s'est écrasé samedi soir à Visalia, une ville située à 320 km nord de Los Angeles, dans l'Etat américain de Californie, a rapporté dimanche la chaîne locale FOX 40.

Il a fallu beaucoup de temps pour que les policiers parviennent à localiser l'épave en raison de l'obscurité et du brouillard dense, ont indiqué les autorités, ajoutant que l'avion s'était écrasé près de l'aéroport municipal de Visalia.

Il y avait quatre personnes à bord du Beechcraft Bonanza, un avion monomoteur à six places dont la production continue, selon l'Administration fédérale de l'Aviation. L'identité des victimes n'a pas été immédiatement confirmée.

ORAN

Sensibilisation des éducatrices et des enseignantes sur la maladie cœliaque

L'association à caractère social des malades cœliaque d'Oran a lancé un programme de sensibilisation en direction des éducatrices des crèches et enseignantes des écoles primaires sur le comportement à adopter face aux enfants atteints de cette maladie, a-t-on appris dimanche de la présidente d'association Samia Bekader.

Ce programme cible différentes crèches et écoles de la wilaya d'Oran pour faire connaître cette maladie qui touche principalement les enfants et les modes et moyens de se comporter avec les malades.

Le programme de sensibilisation a été mis en oeuvre en fin de semaine dernière.

Plus de 50 éducateurs et enseignantes des crèches de la wilaya se sont réunis pour les informer sur la maladie, la manière de la détecter chez l'enfant et de lui faire éviter de consommer des produits contenant du gluten dangereux pour sa santé, a-t-elle fait savoir.

Samia Bekadar a indiqué que la prise en charge d'un enfant atteint de cœliaque nécessite une parfaite connaissance de la maladie, du régime alimentaire à suivre et des risques encourus.

La maladie cœliaque affecte le système digestif en réaction au gluten présent dans le blé, l'orge et l'avoine et attaque les tissus de l'intestin grêle, causant des dommages à la muqueuse de l'intestin, ce qui impose un régime alimentaire spécial, sans gluten.

A noter qu'il n'existe pas de médicaments pour cette maladie.

Une perturbation du régime alimentaire peut entraîner un état grave et même des soins intensifs, selon Mme Bakadar.

La responsable de l'association a également souligné l'importance de la communication avec les éducatrices et les parents afin de préparer des repas sains pour ces enfants.

Dans les prochains jours, le programme touchera des crèches privées pour s'étendre après les prochaines vacances scolaires aux écoles primaires, CEM et lycées.

Environ 4000 personnes affectées par cette maladie ont été recensées au niveau de la clinique pédiatrique de Sidi El Bachir à Oran, rappelle-t-on.

EL BAYADH

Lancement d'une caravane médicale au profit des habitants de plusieurs localités enclavées

Une caravane médicale au profit des habitants de plusieurs localités enclavées et zones de regroupement de nomades de la wilaya d'El Bayadh, a été lancée dimanche depuis le siège de la direction de la protection civile de la wilaya.

Le wali d'El Bayadh, Farid Mohammedi a présidé le coup d'envoi de cette caravane, organisée par la direction de la protection civile en coordination avec la direction de la santé et de la population, qui va sillonner plusieurs localités et zones enclavées, disséminées à travers les dairas de Brézina, Boualem, Chellala, Rogassa et Labiodh Sidi Cheikh.

Cette opération, qui s'étalera sur 5 jours, vise à effectuer diverses auscultations médicales nécessaires à un plus grand nombre de citoyens des zones ciblées par 4 médecins généralistes relevant de la protection civile et 4 infirmiers, outre la mobilisation de deux véhicules de secours, selon le directeur de la protection civile, le lieutenant colonel Amar Bourourou.

En outre, il sera procédé, à la faveur de cette caravane, à des opérations de vaccination contre le Covid-19 au profit des populations de ces régions, a-t-on conclu.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

193 nouveaux cas 155 guérisons et 8 décès

Cent quatre-vingt-treize (193) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 155 guérisons et 8 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, lundi, le ministre de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi

à 211.662, celui des décès à 6.111 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 145.350 cas. Par ailleurs, 14 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 24 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 19 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis

que 5 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

COVID-19

Fourar : "les structures hospitalières prêtes à faire face à une éventuelle quatrième vague"

Le directeur de la Prévention et de la Promotion de la santé au ministère de la Santé, Djamel Fourar a affirmé, lundi, que toutes les structures hospitalières à travers le pays étaient prêtes à faire face à une éventuelle quatrième vague de la pandémie de Coronavirus.

Dans une déclaration à l'APS, M. Fourar a précisé que toutes les structures hospitalières à travers le pays étaient "prêtes à faire face à une éventuelle quatrième vague", après avoir tiré des enseignements de la troisième vague qui a été virulente et dont la prise en charge des malades a été difficile pour le secteur notamment par rapport au manque d'oxygène. Après avoir relevé l'engouement des citoyens pour la vaccination durant la troisième vague, avec plus de 290.000 vaccinés/jour, ce qui a laissé les pouvoirs publics espérer un taux vaccinal de



70 % en décembre, Dr Fourar a déploré la baisse de ce chiffre, notamment après le recul du nombre de cas.

Actuellement, aucun Etat n'est à l'abri face aux nouveaux variants, a-t-il précisé, mettant en garde contre le variant "Omicron", récemment apparu et qui s'est propagé dans plusieurs pays à travers le monde. M. Fourar a rappelé les recommanda-

tions de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), lors de sa session extraordinaire tenue la semaine dernière, notamment le respect des gestes barrières et la vaccination pour limiter la propagation des nouveaux variants du coronavirus. Concernant le variant Omicron, le président de la Société algérienne d'immunologie, Pr. Kamel Djenouhat, a précisé, en

marge d'une rencontre sur le sujet, que la situation épidémiologique actuelle "n'est pas alarmante malgré la propagation de ce nouveau variant à travers de nombreux pays".

Toutefois, a-t-il prévenu, Omicron pourrait entraîner des complications beaucoup plus graves que celles que nous avons connues jusque-là. Face à la recrudescence des cas de Covid constatée ces dernières semaines, Pr. Djenouhat a, de nouveau, insisté sur la nécessité pour les citoyens de se faire vacciner et pour ceux ayant reçu deux doses de vaccin de faire le rappel vaccinal.

A ce jour, la plupart des patients covid ayant nécessité une hospitalisation n'étaient pas vaccinés, a-t-il fait remarquer, soulignant que de plus en plus de pays administrent une troisième dose de vaccin contre le covid.

COVID-19 EN MILIEU SCOLAIRE À TIZI-OUZOU

Des mesures d'urgence pour limiter la propagation du virus

Des mesures urgentes ont été prises par la wilaya de Tizi-Ouzou afin de freiner la propagation du virus de la Covid-19 suite à l'enregistrement de nouveaux cas, notamment en milieu scolaire, où près d'une centaine de cas de contamination sont signalés.

Selon les chiffres communiqués par la direction locale de la santé et de la population, il a été enregistré jusqu'à novembre écoulé un total de 83 cas de contamination par le virus de la Covid-19, soit 48 élèves et 35 personnes parmi le personnel (enseignants et employés), à travers 35 établissements scolaires des trois cycles.

Le wali de Tizi-Ouzou, Djilali Doumi, qui a présidé ce conseil de wilaya, a donné des instructions fermes afin de limiter la propagation du virus par, principalement, l'ap-

plication rigoureuse du protocole sanitaire, le lancement immédiat des opérations de désinfection des établissements scolaires, la mise à disposition des élèves et du personnel de bavettes et de produit de désinfection des mains".

Des mesures à appliquer également au niveau des administrations et des espaces recevant du public, a-t-il insisté, tout en donnant des instructions pour l'intensification des campagnes de sensibilisation pour le respect du protocole sanitaire et l'importance de la vaccination contre cette maladie.

Soulignant le relâchement en matière d'application des mesures barrières contre la pandémie, au niveau des établissements scolaires et de la société en général, ainsi que le faible taux de vaccination dans les

secteurs de l'éducation et des collectivités locales, il a instruit les services compétents d'engager les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Le wali qui a qualifié la situation de "gérable" a insisté sur l'importance de l'application rigoureuse des mesures barrières afin d'éviter tout dépassement.

Dans son rapport présenté lors de cette réunion, le directeur local de la santé, Mohamed Mokhtari a indiqué que depuis le lancement de l'opération de vaccination contre la Covid-19 et jusqu'au 2 de ce mois de décembre 253.853 citoyens ont reçu une première dose de vaccin, soit un taux de 46,15% de la population cible, 158.077 ont reçu la deuxième dose soit 28,74%, alors que 1146 personnes ont reçu la troisième dose.

ORAN

Les deux hôpitaux réservés aux cas de Covid-19 quasiment saturés

Les hôpitaux de haï Nedjma (ex-Chtaïbo) et d'El Kerma, réservés à la prise en charge des cas de Covid-19 dans la wilaya d'Oran, sont quasiment saturés ces derniers jours, a-t-on appris lundi auprès de la Direction de la santé et de la population (DSP).

L'hôpital de haï Nedjma affiche ainsi complet depuis quelques jours, tandis qu'à El Kerma, il reste encore quelques places pour arriver à satu-

ration, a indiqué, à l'APS, le chargé de communication de la DSP, Dr Youcef Boukhari. La wilaya d'Oran enregistre entre 40 et 45 nouveaux cas par jour, dépistés uniquement par tests PCR.

Le nombre avoisinera ou dépassera les 100 nouveaux cas/jour en comptant les tests antigéniques et sérologiques, a fait savoir M. Boukhari, soulignant que «la situation est un peu inquiétante». Les

lits des deux établissements sont quasiment tous occupés, a-t-il ajouté, signalant que 215 patients sont sous oxygène, 19 suivent des soins intensifs et 4 autres intubés. Jusque-là, la situation est stable et maîtrisée, selon le chargé de communication, qui a déclaré: «nous craignons toutefois une recrudescence des cas, principalement avec le non respect des mesures de prévention et le faible engouement sur

la vaccination observés ces derniers mois». Le Dr Boukhari appelle, dans ce sens, les Oranais à davantage de respect des mesures préventives contre le coronavirus, dont le port du masque et la distanciation physique, mais aussi à «la vaccination» qui reste, selon lui, en plus des mesures de prévention, le moyen le plus «efficace» pour endiguer la propagation de la Covid.

PANDEMIIE DE CORONAVIRUS

FRANCE

Les arrêts maladie liés au Covid-19 ont doublé en 2021

La proportion d'arrêts maladie dus au Covid-19 en France a doublé entre 2020 et 2021, selon le baromètre annuel de l'absentéisme publié lundi par Malakoff Humanis.

Là où ce motif d'arrêt représentait 6% du total des absences l'année dernière, 12% des arrêts maladie prescrits en 2021 sont liés au Sars-Cov-2.

Les arrêts pour troubles psychologiques ou épuisement professionnel ont aussi progressé sur un an, de 15 à 17% du total.

A l'inverse, les absences pour maladies ordinaires (grippe, rhume etc.) ont réflué à 25% du total, contre 30% en 2020.

Tous motifs confondus, 38% des salariés se sont vu prescrire un arrêt de travail au cours des douze mois précédant l'étude.

Une proportion supérieure à celle constatée en



2020 (36%) mais en dessous des 40% systématiquement franchis entre 2016 et 2019, avant l'irruption du Covid. Quoique plus nom-

breuses qu'en 2020, les prescriptions d'arrêts maladie ne sont pas nécessairement respectées par les salariés.

Un quart des arrêts sont

ainsi pris partiellement ou pas du tout.

La crise sanitaire semble avoir particulièrement pesé sur les managers: 51% d'entre eux ont été concernés par des arrêts maladie ces deux dernières années.

Pour autant, maladie n'a pas forcément rimé avec repos: plus de la moitié des managers affirment avoir travaillé pendant une maladie (70% en 2020 et 58% en 2021). Le baromètre annuel Absentéisme Maladie a été réalisé par internet auprès d'un échantillon de 2.009 salariés et par téléphone auprès de 401 dirigeants ou DRH d'entreprises du secteur privé, du 23 août au 24 septembre 2021.

CHINE

Lancement d'un troisième cycle de tests d'acide nucléique dans le nord-est

La capitale de la province chinoise du Heilongjiang (nord-est), Harbin, a lancé lundi son troisième cycle de tests d'acide nucléique dans ses six principales zones urbaines, après la détection de deux cas positifs.

La ville a signalé dimanche sept cas de Covid-19 transmis localement, portant le nombre total de cas locaux dans la ville à 32 depuis la dernière réurgence de l'épidémie, selon l'agence Chine Nouvelle.

Le centre de lutte contre l'épidémie de la ville a classé lundi cinq nouvelles zones à risque moyen. Harbin compte actuellement 27 zones à risque moyen, selon l'agence de presse.

Dimanche, la province a signalé 34 cas confirmés transmis localement, et un cas asymptomatique, selon la commission provinciale de la santé.

MAROC

Le nombre de cas de COVID-19 s'élève à 950.591 avec 14.788 décès

Le Maroc a enregistré 90 nouveaux cas de COVID-19 au cours des dernières 24 heures, portant le nombre total des contaminations à 950.591 depuis le premier cas signalé dans le pays en mars 2020, a indiqué dimanche le ministère de la Santé et de la Protection sociale.

Le nombre total des décès a atteint 14.788 (+1), selon le bulletin quotidien du ministère.

INDE

Les cas d'Omicron s'élèvent à 21, les autorités intensifient les restrictions

Le décompte indien des cas du nouveau variant Omicron du coronavirus est passé à 21, dimanche, après que plusieurs contaminations aient été signalées au niveau des Etats du Maharashtra et de Rajasthan.

Les deux premiers cas ont été détectés, jeudi dernier, dans le Karnataka (sud), chez un ressortissant en provenance d'un pays de l'Afrique australe et un Indien sans antécédents de voyage à l'étranger.

Selon les autorités indiennes, neuf patients au Rajasthan (ouest) de la même famille qui sont récemment revenus d'Afrique du Sud ont été testés positifs pour le nouveau variant. Ces cas s'ajoutent aux contaminations signalées au Maharashtra et à Delhi.

La recherche des contacts est en cours et des échantillons prélevés sur une trentaine de personnes qui étaient entrées en contact avec les personnes contaminées ont été envoyés aux laboratoires d'analyses, selon les autorités sanitaires du Rajasthan.

L'Inde a renforcé les mesures de contrôle sanitaire au niveau du territoire national, alors que la Direction générale indienne de l'aviation civile (DGAC) a annoncé dernièrement le report de la reprise des vols aériens commerciaux internationaux réguliers de passagers à destination et en provenance de l'Inde.

Les aéroports internationaux du pays ont renforcé le contrôle et les tests de dépistage notamment pour les voyageurs en provenance des pays «à risque» qui doivent passer des tests RT-PCR à leur arrivée dont le résultat doit être négatif avant de quitter l'aéroport.

En Inde, les séquelles de la deuxième vague liée au variant Delta, qui a ravagé le pays en avril et mai derniers, restent encore dans les esprits.

Le pays, qui a administré à ce jour plus de 1,2 milliard de doses de vaccin, s'efforce d'augmenter le taux de vaccination notamment dans les régions reculées.

VACCIN

La Chine fait don de 500.000 doses de vaccin anti-COVID à la Somalie

La Somalie a reçu dimanche 500.000 doses du vaccin anti-COVID développé par Sinopharm, qui lui ont été offertes par la Chine pour l'aider à renforcer sa lutte contre la pandémie, et notamment contre le variant Omicron.

L'ambassadeur de Chine en Somalie Fei Shengchao a déclaré que l'arrivée de ces vaccins contre la COVID-19 démontrait la «détermination de la Chine à honorer ses promesses par des actions concrètes et à protéger la vie et la santé du peuple somalien». «Cela atteste de la détermination de la Chine à donner la priorité au peuple et à la vie humaine, ainsi qu'à combler le fossé vaccinal en

Somalie», a indiqué M. Fei.

Il a déclaré que la Chine et la Somalie travailleraient «main dans la main» pour renforcer «l'éternel» esprit d'amitié et de coopération qui caractérise les relations sino-africaines.

«La Chine travaillera avec la Somalie pour lutter contre la pandémie, approfondir la coopération médicale et sanitaire, protéger la vie, la valeur et la dignité de chaque individu, et accomplir de nouveaux progrès dans la construction d'une communauté de destin sino-africaine dans la nouvelle ère», a déclaré l'ambassadeur.

Fawziya Abikar Nur, ministre de la

Santé et des Services sociaux de Somalie, a affirmé que l'arrivée des doses de Sinopharm tombait à point nommé pour faire face à la nouvelle souche Omicron, qui se propage très rapidement.

La Somalie, qui a lancé une campagne de vaccination le 16 mars, a reçu le 11 avril 200.000 doses du vaccin de Sinopharm. Ces doses lui ont été offertes par la Chine pour l'aider à renforcer sa lutte contre la pandémie.

A la date du 2 décembre, la Somalie a enregistré un total de 23.051 cas confirmés de COVID-19 dont 12.325 guérisons et 1.331 décès.

ITALIE

De nouvelles restrictions imposées aux non-vaccinés

Les personnes non-vaccinées en Italie ne pourront plus aller au cinéma, au théâtre, à des concerts ou à de grands événements sportifs, selon de nouvelles restrictions entrées en vigueur lundi.

La péninsule, comme ses voisins européens, fait face à un rebond des contaminations au nouveau coronavirus et a adopté ces nouvelles mesures pour tenter de l'enrayer. Seule exception à cette règle: les personnes récemment guéries du Covid-19,

qui ont elles aussi accès au «super pass sanitaire» accordé aux vaccinés.

Le pass sanitaire de base, accessible avec un test négatif, est en revanche suffisant pour aller sur son lieu de travail. Le pass sanitaire de base, jusqu'ici exigé pour prendre l'avion ou les trains longue distance, sera désormais aussi exigé pour les transports locaux (bus, métro et trains régionaux).

Des contrôles ont commencé lundi dans les gares à travers tout le pays et un

nombre record de 1,3 million de pass sanitaires ont été téléchargés dimanche en vue de ce tour de vis.

Ce week-end, toujours à Rome, «le port obligatoire du masque à l'extérieur est entré en vigueur dans les artères les plus commerçantes, particulièrement fréquentées en vue des chats de Noël». L'Italie, premier pays européen durement frappé par la pandémie début 2020, a enregistré jusqu'ici plus de 134.000 décès, avec entre 15.000 et

20.000 nouveaux cas quotidiens enregistrés ces derniers jours. Presque 85% des plus de 12 ans sont complètement vaccinés, la campagne pour la 3ème dose est en cours et les vaccins seront bientôt disponibles pour les enfants âgés de 5 à 11 ans.

A partir de ce lundi, le «super pass sanitaire», qui peut être obtenu uniquement si on est vacciné ou récemment guéri du Covid, sera exigé pour toutes les activités culturelles et à l'intérieur des restaurants.

AFRIQUE DU SUD - OMICRON

Ramaphosa appelle la population à se faire vacciner «rapidement»

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a appelé lundi la population d'Afrique du Sud à se faire vacciner rapidement face au nombre record de contaminations au Covid-19 dus au nouveau variant Omicron détecté pour la première fois fin novembre dans le pays.

«Nous faisons face à un taux de contamination sans précédent depuis le début de la pandémie», a affirmé M.

Ramaphosa dans sa lettre d'information hebdomadaire, repris par des médias. «J'appelle tous les Sud-

Africains à se faire vacciner sans attendre», ajoute le chef de l'Etat, soulignant que le nouveau variant est le principal vecteur de cette nouvelle vague de contaminations.

L'Afrique du Sud a dépassé la semaine dernière le nombre de trois millions de contaminations, pour 89.944 morts au 3 décembre, confirmant sa place de pays d'Afrique le plus touché par la Covid-19.

En une semaine, a souligné le président, le nombre d'infections quotidiennes a été multiplié par cinq et le

taux de positivité atteint désormais 25%, contre seulement 2% il y a deux semaines. Quelque 14,8 millions de Sud-Africains ont été complètement vaccinés, soit environ 25% de la population, alors que les autorités ont fixé un objectif de 70% de vaccinés avant la fin de l'année. Depuis ce week-end, des centres de vaccination ouvrent partout - centres commerciaux, arrêts de bus, églises, aéroports, centres sportifs, etc... - afin de tenter d'atteindre le plus grand nombre de candidats à la vaccination.

TOXOPLASMOSE ET GROSSESSE SYMPTÔMES, ALIMENTS INTERDITS, CONSEILS

Infection parasitaire bénigne, la toxoplasmose est particulièrement dangereuse pendant la grossesse. Comment s'en prémunir et quels aliments éviter ? Découvrez nos conseils.

La toxoplasmose est une infection parasitaire qui peut être transmise à l'homme s'il consomme des aliments contaminés ou au contact d'un chat porteur du parasite *Toxoplasma gondii*. Très fréquente, elle est généralement bénigne mais s'avère en revanche particulièrement dangereuse chez les personnes immunodéprimées et le fœtus.

Selon les données de l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail), le nombre d'infections acquises pendant la grossesse est d'environ 2 700 par an dans l'hexagone. En 2010, 244 cas de toxoplasmose congénitale ont été diagnostiqués en France, avec des degrés de gravité variables. La toxoplasmose est responsable chaque année de 10 à 20 interruptions médicales de grossesse en France. Le dépistage est systématique en début de grossesse et l'immunité acquise lors de l'infection l'est pour la vie.

LES SYMPTÔMES DE LA TOXOPLASMOSE

La toxoplasmose est le plus souvent asymptomatique. Mais elle peut aussi provoquer une fièvre modérée, des maux de tête, de la fatigue, des douleurs articulaires. En cas de doute pendant la grossesse, il est impératif de consulter sans attendre.

QUELS SONT LES RISQUES POUR LA FEMME ENCEINTE ?

Lorsqu'une femme enceinte est infectée à la toxoplasmose et que le parasite est transmis à son fœtus, on parle de toxoplasmose secondaire. Cette contamination n'est pas systématique (de l'ordre de 20%) et les conséquences sont variables, notam-



La viande crue (tartare, carpaccio etc.)

Le poisson cru (sushi, sashimi etc.)
Les œufs crus (adiou mousse au chocolat !)

TOXOPLASMOSE ET CHAT : UNE SITUATION MOINS RISQUÉE QU'IL N'Y PARAÎT

Lorsqu'une femme apprend sa grossesse, la question de savoir si elle est ou non immunisée contre la toxoplasmose se pose immédiatement. Et a fortiori quand elle possède un ou plusieurs chats ! Le petit félin est immédiatement vu comme une source de contamination potentielle et de trop nombreux chats sont encore abandonnés ou remplacés pendant la grossesse de leur maîtresse. Dans les faits, le risque est pourtant extrêmement faible, et surtout très facilement maîtrisable. La probabilité pour une femme enceinte de contracter la toxoplasmose est en effet beaucoup plus élevée en consommant des légumes mal lavés ou de la viande crue. La première chose à savoir est que pour qu'un chat soit infecté, il faut qu'il ait consommé de la viande crue infectée, soit en chassant, soit parce que son maître lui en aura donné. La plupart des chats sont nourris avec des aliments industriels, le risque est donc quasiment nul pour les chats qui vivent en appartement. Pour que la contamination ait lieu de l'animal à l'humain, il faut que ce dernier touche les selles du chat puis porte ses mains à sa bouche. Là encore, le risque est minime. Il suffit simplement de demander à un tiers de retirer chaque jour les selles du chat de la litière et de se laver les mains après avoir caressé l'animal.

ment en fonction du stade de la grossesse auquel se produit l'infection. Plus le fœtus est exposé tôt au parasite, via le placenta, plus le risque est élevé et les conséquences graves.

Parmi les risque et complications possibles, on peut citer :

La chorioréinite : il s'agit d'une inflammation de la choroïde, l'une des membranes de la paroi du globe oculaire, associée à une atteinte de la rétine qui peut entraîner un déficit visuel. Elle ne se déclare pas nécessairement à la naissance mais parfois durant l'enfance ou même à l'âge adulte.

Les séquelles neurologiques : retard psychomoteur, problèmes de développement du cerveau.

Fausse-couche

Prématurité

Mort fatale in utero

TOXOPLASMOSE ET GROSSESSE : NOS CONSEILS POUR L'ÉVITER

Pour se protéger de la toxoplasmose pendant la grossesse, il est important de respecter certaines règles simples.

Se laver les mains et se brosser les ongles avant de cuisiner et de manger, mais aussi après avoir manipulé de la

viande ou des légumes crus

Bien laver et éplucher les fruits et légumes, en veillant à éliminer toutes les traces de terre

Laver les herbes aromatiques

Nettoyer les ustensiles de cuisine

Privilégier les légumes cuits

Porter des gants pour jardiner

Déloger le nettoyage de la litière du chat

LES ALIMENTS À PROSCRIRE

Certains aliments sont à éviter pendant la grossesse lorsque la future maman n'est pas immunisée contre la toxoplasmose.

QUELS SONT LES RISQUES ?

Il n'existe pas de vaccin contre la toxoplasmose. Aussi les femmes enceintes doivent-elles se faire diagnostiquer dès la première visite prénatale.

La toxoplasmose est une maladie due à un parasite, le toxoplasme, que l'on retrouve surtout dans les viandes de porc ou de mouton. Aujourd'hui, 85% des femmes en âge de grossesse sont immunisées contre cette maladie qui passe souvent inaperçue quand elle se déclare (juste une légère fièvre et quelques ganglions au niveau du cou). Mais pour les femmes qui ne sont pas immunisées, la toxoplasmose attrapée durant la grossesse peut engendrer des anomalies chez l'embryon, puis le fœtus. Les lésions les plus fréquentes sont oculaires. "Schématiquement, on peut dire que durant la première moitié de la gros-

sesse les lésions sont rares mais graves et que pendant la seconde moitié, elles sont plus fréquentes mais moins graves" explique le Dr Alain Tamborini, gynécologue, auteur de nombreuses publications. C'est pourquoi lors de la première consultation prénatale, un test sérologique est demandé. S'il se révèle négatif (la future maman n'est pas immunisée), il faudra renouveler ce test chaque mois jusqu'au terme de la grossesse et une dernière fois au moment de l'accouchement, en prélevant du sang du cordon ombilical. Si le test se révèle positif au cours de la grossesse (la future maman a été en contact avec le parasite), un traitement antibiotique sera immédiatement entrepris pour éviter la transmission au fœtus. Mais de nombreuses incertitudes demeurent quant



à leur efficacité.

Toxoplasmose : les précautions à prendre

Ces conseils s'appliquent dès le début de la grossesse, avant même le dépis-

tage sérologique.

- Bien cuire toutes les viandes et laver les fruits et légumes crus.
- Laver à grande eau les ustensiles de cuisine et le plan de travail.

- Faire nettoyer le bac à litière du chat par une tierce personne ou porter des gants.
- Toujours porter des gants pour jardiner.

LA LITIÈRE POUR CHAT SERAIT-ELLE LA CAUSE DE VOS COUPS DE COLÈRE ?



Une nouvelle étude scientifique insolite révèle que la litière pour chats pourrait être responsable de vos coups de colère.

La litière pour chat serait toxique. La toxoplasmose présente dans les excréments de chats pourrait infecter le cerveau et générer des excès de colère, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Journal of Clinical Psychiatry*.

Les chercheurs de l'université de Chicago (Etats-Unis) ont recruté 358 adultes. Environ un tiers avait des troubles mentaux qui s'expriment par des actes impulsifs, des agressions verbales ou physiques disproportionnées par rapport aux situations qui les déclenchent. Un autre tiers était des personnes diagnostiquées avec d'autres types de troubles psychiatriques. Et le dernier tiers représentant le groupe témoin.

L'équipe de recherche a constaté que 22% des personnes agressives ont été testées positives à la toxoplasmose, contre seulement 9 % pour le groupe témoin. Environ 16% du groupe avec d'autres troubles psychiatriques ont été testés positifs eux aussi à la toxoplasmose.

LES FEMMES ENCIENTES DOIVENT SE PROTÉGER

La toxoplasmose est une maladie due à un parasite, le toxoplasme, que l'on retrouve surtout dans les viandes de porc ou de mouton et dans les excréments de chat. Pour les femmes qui ne sont pas immunisées, la toxoplasmose attrape durant la grossesse peut engendrer des anomalies chez l'embryon, puis le fœtus. Les lésions les plus fréquentes sont oculaires. Mais, aujourd'hui, 85% des femmes en âge de procréer sont immunisées contre cette maladie qui passe souvent inaperçue quand elle se déclare (juste une légère fièvre et quelques ganglions au niveau du cou). Cette nouvelle étude révèle que la toxoplasmose pourrait aussi être responsable des excès de rage. Pour autant, il n'est pas nécessaire d'abandonner sur le champ votre chat.

GROSSESSE ET PARACÉTAMOL DES RISQUES POUR LE FOETUS

Pris pendant la grossesse, le paracétamol agirait comme un perturbateur endocrinien et engendrerait des effets sur le développement neurologique du fœtus. Les chercheurs conseillent aux femmes enceintes d'en consommer le moins possible et sur des périodes les plus courtes possibles.

Une méta-étude publiée ce 23 septembre dans la revue *Nature Reviews Endocrinology*, appelle les femmes enceintes à être particulièrement prudentes avec le paracétamol car cet antidouleur, souvent considéré à tort comme anodin, pourrait altérer le développement du fœtus en agissant comme un perturbateur endocrinien. "Nombreuses sont les femmes enceintes qui ne considèrent pas le paracétamol comme un vrai médicament avec de possibles effets secondaires", explique le Dr David Kristensen, auteur de l'étude et chercheur à l'université de Copenhague (Danemark). Or, les chercheurs ont examiné toutes les études existantes sur les liens entre paracétamol et grossesse publiées de 1995 à 2020 et leurs conclusions sont unanimes : le paracétamol viendrait perturber la production de certains hormones chez le fœtus comme chez la mère. Ce qui viendrait à son tour, augmenter les risques de certains troubles neurodéveloppementaux, reproducteurs et urogénitaux.

"Sur la base de cette recherche, nous pensons en savoir suffisamment pour nous inquiéter des risques potentiels de développement associés à l'exposition prénatale à l'acétaminophène (autre nom du paracétamol) et nous appelons donc à des mesures de précaution" alertent-ils. Au printemps dernier déjà, une étude menée par l'Institut de Barcelone pour la santé mondiale et portant sur plus de 70 000 enfants, alertait les



futures mamans sur la prise de paracétamol au cours de la grossesse. Selon cette étude, publiée dans l'*European journal of epidemiology*, les enfants exposés au paracétamol avant la naissance seraient 21% plus susceptibles de développer des symptômes de troubles de déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH) que les enfants non exposés. Et ils auraient 19% de risques en plus de souffrir d'un trouble du spectre autistique.

"Nous avons également constaté que l'exposition prénatale au paracétamol affecte les garçons et les filles de la même manière, car nous n'avons observé pratiquement aucune différence" ajoutent les chercheurs.

En 2019, une étude similaire de l'Université de Bristol (Grande-Bretagne) montrait déjà le lien entre la prise régulière de paracétamol au cours de la grossesse et le développement de troubles de l'attention chez les enfants. Pour cette étude, l'équipe du Pr Jean Golligorsky avait suivi le comportement de 14 000 enfants âgés de 6 mois à 11 ans, dont la mémoire et le QI ont été testés jusqu'à l'âge de 17 ans. À 7 mois de grossesse, 43% de leurs mères avaient déclaré avoir pris du paracétamol "parfois" ou "souvent" au cours des trois mois précédents. Les chercheurs avaient découvert une association entre la consommation de paracétamol et une hyperactivité et

des problèmes d'attention, ainsi que d'autres comportements difficiles chez les enfants qui ne pouvaient être expliqués par des raisons sociales.

Ces recherches publiées dans la revue *Paediatric and Perinatal Epidemiology* viennent renforcer le conseil déjà donné aux femmes enceintes d'éviter de trop prendre d'antidouleurs au cours de leur grossesse.

Une autre étude dirigée par les chercheurs de l'Université d'Edimbourg, en Ecosse, avait montré qu'une consommation importante de paracétamol pendant la grossesse augmentait le risque d'infertilité chez les futures jeunes filles.

QUELS SONT LES MÉDICAMENTS INTERDITS ?

Vous le savez : grossesse et médicaments ne font pas bon ménage. Pourtant, certaines situations obligent parfois à prendre un traitement. Le point sur les médicaments formellement interdits et ceux envisageables avec l'avis du médecin.

GROSSESSE: LES MÉDICAMENTS À PROSCRIRE

Les médicaments consommés quand vous êtes enceinte peuvent influencer sur l'état de santé de votre futur bébé. C'est pourquoi toutes les notices de médicaments comportent une mise en garde à l'attention des femmes enceintes. Certaines précisent simplement "demandez l'avis de votre médecin", d'autres énoncent clairement une contre-indication pendant la grossesse.

En réalité, les chercheurs ne disposent pas de suffisamment de recul et de données pour statuer sur les effets de toutes les molécules commercialisées. Ceci explique les différents "demandez l'avis d'un médecin et surtout d'une future maman à l'autre. Tout dépend de votre état, de l'intensité de vos maux, de votre âge, de vos antécédents. Chaque praticien doit mesurer le bénéfice et le risque du traitement médicamenteux qu'il s'approprie à vous conseiller. Il existe tout de même

des données fiables énoncées par le Crat (Centre de Référence sur les Agents Tératogènes) auquel les professionnels de santé et vous-même pouvez vous référer en entrant le nom du médicament qui vous intéresse dans un moteur de recherche.

Parmi les traitements les plus courants à proscrire : les anti-inflammatoires non stéroïdiens (AINS) comme l'aspirine ou l'ibuprofène (surtout dès le 5e mois), les traitements contre l'acné sévère, certains antidiabétiques mais aussi des anticoagulants, des traitements contre l'épilepsie, la migraine ou l'hypertension...

GROSSESSE: OUI OU NON AU PARACÉTAMOL ?

De nouvelles informations viennent régulièrement enrichir la base de données Crat. C'est le cas de l'étude menée au Danemark, en France et en Finlande publiée dans la revue *Human Reproduction* qui remet en cause l'innocuité du paracétamol pendant la grossesse.

Le paracétamol pourrait altérer la fertilité des femmes. En effet, les chercheurs concluent à une éventuelle augmentation des cryptochloïdes (c'est-à-dire l'existence d'un ou deux testicules en position anormale en dehors de la bourse) chez les enfants dont les mères ont pris



du paracétamol et d'autres analgésiques légers en cours de grossesse.

Cependant, selon le Figaro.fr, Bernard Jégou, coauteur de l'article para précise qu'il ne faut pas tirer de conclusion trop hâtive : « Nous mettons en évidence une association et pas une relation de cause à effet ». Le Crat va encore plus loin en précisant à l'étude sur son site : « Le nombre important de données manquantes dans la partie épidémiologique et la méthodologie inattendue, doublée de résultats non concluants pour les parties expérimentales ne permettent pas d'établir à ce jour un lien de causalité entre la

prise de paracétamol en cours de grossesse et une augmentation de la fréquence des cryptorchidies ». Conclusion du centre : « Le bénéfice du paracétamol en cours de grossesse reste à l'état de plan, quel que soit le terme de la grossesse ».

GROSSESSE: SURTOUT PAS D'AUTOMÉDICATION

Dans tous les cas, pour être tout à fait serein, mieux vaut limiter au maximum (quand cela vous est possible) votre consommation de médicaments pendant la grossesse.

Pour éviter les faux pas, évitez absolument l'automédication. Fiez-vous à l'avis éclairé de votre médecin et quand il s'agit de soigner des maux bénins que vous rencontrez certainement (nausées, maux de dos, jambes lourdes...), privilégiez des solutions alternatives comme l'homéopathie ou encore la sophrologie, l'oligothérapie...

Attention, la phytothérapie ne doit pas non plus être utilisée sans avis éclairé. Les plantes (surtout sous forme d'huiles essentielles) présentent aussi des contre-indications pour les femmes enceintes. Idem pour l'acupuncture et l'ostéopathie qui requièrent le diagnostic et l'expertise d'un médecin pour toute intervention sans risque.

ONU 30% des Soudanais auront besoin d'aide en 2022

En 2022, 30% des Soudanais auront besoin d'une aide humanitaire, le taux «le plus élevé depuis une décennie» dans le pays, l'un des plus pauvres au monde, a prévenu lundi l'ONU dans un rapport.

En tout, 14,3 des 47,9 millions de Soudanais et réfugiés au Soudan -dont 57% des femmes et 55% des enfants- auront besoin de cette aide, a précisé l'Ocha, le bureau de l'ONU en charge de l'aide humanitaire.

«Soit 800.000 personnes de plus qu'en 2021». Parmi ces personnes vulnérables figurent 2,9 millions de déplacés dans un pays ravagé depuis des décennies par des conflits sanglants, notamment au Darfour, immense région de l'Ouest où une guerre déclenchée en 2003 entre rebelles et pouvoir en place a fait au moins 300.000 morts et 2,5 millions de déplacés, essentiellement durant les premières années, selon l'ONU.

En outre, le Soudan accueille près de 1,2 million de réfugiés et de demandeurs d'asile principalement venus pour 68% d'entre eux du Soudan du Sud voisin, qui a fait sécession en 2011.

Le pays manque depuis des décennies d'infrastructures, peine à tirer profit de ses millions d'hectares de terres agricoles et a perdu avec la sécession du Soudan du Sud le pétrole du sous-sol.

ONU-RDC La situation en RD Congo au menu d'une réunion lundi du Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité des Nations unies tient, lundi, une réunion suivie de consultations à huis clos sur la situation en République démocratique du Congo.

La Représentante spéciale du Secrétaire général et chef de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), Bintou Keita et le président du Comité des sanctions de la RDC, l'ambassadeur Abdou Abarry du Niger devront faire un exposé qui sera suivi de consultations à huis clos.

La cheffe de la MONUSCO, Bintou Keita devrait donner un aperçu du dernier rapport d'Antonio Guterres sur la RDC, qui a été publié le 1er décembre et couvre la période du 18 septembre au 30 novembre.

En décrivant la planification des élections de 2023, ledit rapport note la polémique sur la nomination de 12 membres de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), dont le président, par l'Assemblée nationale le 16 octobre dernier.

Le rapport du SG de l'ONU décrit, entre autres, les défis sécuritaires difficiles dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de Maniema, mais note également que la situation a à Tanganyika continue de s'améliorer malgré les activités de certains groupes armés. Lors de la séance de lundi, les récents attentats à Kampala, qui auraient été perpétrés par des groupes affiliés aux Forces démocratiques alliées (ADF), devront faire l'objet de discussions au Conseil de sécurité.

Bintou Keita devrait également décrire les efforts de la MONUSCO pour renforcer sa présence solide dans les provinces de l'Est et accroître ses opérations conjointes avec les forces armées congolaises pour répondre aux menaces à la sécurité et renforcer la protection des civils après avoir documenté 1.024 violations et abus des droits humains.

A la lumière des négociations à venir sur le mandat de la mission, qui expire le 20 décembre, Keita pourrait expliquer les efforts conjoints avec l'équipe de pays des Nations unies et le gouvernement congolais pour mettre en œuvre son plan de transition soumis au Conseil en septembre conformément à la résolution 2536 du 18 décembre 2020. Le rapport du Secrétaire général a recommandé la prolongation du mandat de la MONUSCO pour une autre année, en maintenant ses priorités stratégiques actuelles et ses effectifs autorisés en troupes et en police.

De son côté, l'ambassadeur Abarry devrait parler de sa récente visite en RD Congo en tant que président du Comité d des sanctions de la RDC et de ses discussions avec les autorités congolaises sur la mise en œuvre du régime de sanctions.

Le gouvernement congolais a demandé au Conseil de lever les mesures imposées au paragraphe 5 de la résolution 1807 (2008) sur la notification préalable au Comité des sanctions de la RDC.

Ces mesures comprennent tout envoi d'armes et de matériel connexe à destination de la RDC, ou toute prestation d'assistance, de conseil ou de formation liée aux activités militaires des forces armées de la République démocratique du Congo. Le mandat actuel du régime de sanctions de la RDC expire le 1er juillet 2022.

SAHARA OCCIDENTAL Appel à une «action urgente» pour protéger Sultana Khaya et sa famille

Le Comité national sahraoui des droits de l'Homme a condamné l'attaque contre la militante Sultana Khaya et sa famille perpétrée par les forces de l'occupation marocaines, appelant à une «action urgente» pour mettre fin à ce qu'il qualifie de «terrorisme de l'Etat marocain».

Dans un communiqué relayé lundi par l'agence de presse sahraouie (SPS), le Comité a appelé le Conseil de sécurité, le Conseil des droits de l'Homme, le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'Union africaine (UA) et ses mécanismes connexes, à engager «une action et une intervention urgentes afin de mettre fin au terrorisme de l'Etat d'occupation marocain et prendre des mesures urgentes afin de sauver la vie de la famille de Sayed Ibrahim Khaya». La Comité sahraoui des droits de l'Homme a de nouveau lancé un appel urgent au Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, pour qu'il assume ses responsabilités concernant la situation au Sahara occidental dans le sillage de sa campagne incesante de déjà commis des actes lâches,



ignobles et dégradants, dont le dernier remonte au 15 novembre 2021, lorsque des dizaines d'agents marocains ont fait une descente dans la maison familiale et trois d'entre eux ont neutralisé le mouvement de Sultana Khaya, qui criait et tentait de se libérer de leur emprise, pendant que d'autres violaient sa sœur en présence de leur mère âgée de

84 ans. Le Comité national sahraoui des droits de l'Homme a fermement condamné ces «crimes terroristes en cours de l'Etat d'occupation marocain» contre Sultana Khaya et sa famille, qui souffrent d'un siège injuste et d'une répression systématique depuis plus d'un an, dénonçant, par la même occasion, «le silence et l'inaction» de

la communauté internationale, des mécanismes des droits de l'Homme et du Comité international de la Croix-Rouge, qui «n'ont pas bougé le petit doigt face à ces crimes qui s'apparentent à des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis en toute impunité dans les territoires occupés de la République sahraouie».

MALI

Le SG de l'ONU condamne «fermement» une attaque ayant fait plus de 30 morts dans le centre du pays

Le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres a «fermement» condamné, dimanche, l'attaque perpétrée contre des civils près du village de Songho, sur la route Songho-Bandiagara, dans le centre du Mali. Plus de 30 civils ont été tués et plusieurs autres blessés dans cette attaque perpétrée vendredi dernier.

«Le Secrétaire général présente ses profondes condoléances aux familles endeuillées, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux blessés», a indiqué le porte-parole du chef de l'ONU dans un communiqué.

M. Guterres a souligné que de telles

attaques «délibérées» contre la population civile constituent de «graves violations (...) du droit international humanitaire», ajoutant que la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) est prête à aider les autorités maliennes à traduire en justice les auteurs de ces crimes.

La MINUSMA a dépêché des casques bleus dans la région, a-t-il fait savoir.

Le SG de l'ONU a également réitéré le soutien «continu» et la solidarité des Nations Unies avec le peuple et le gouvernement du Mali, notamment

en renforçant la capacité de la MINUSMA à protéger les civils dans le centre du Mali et en soutenant une stratégie dirigée par le gouvernement pour stabiliser cette région.

Dans un communiqué publié samedi, les autorités maliennes ont promis que «toutes les mesures seront prises pour arrêter et punir les auteurs de cet acte ignoble et tragique».

Le président de transition malien, le colonel Assimi Goïta, a décrété trois jours de deuil national à compter du dimanche 5 décembre, en hommage aux victimes de cette attaque «terroriste».

CÔTE D'IVOIRE-BURKINA FASO

La Côte d'Ivoire et le Burkina Faso vont délimiter leurs frontières d'ici le 31 mars 2022

La Côte d'Ivoire et le Burkina Faso ont décidé de délimiter leurs frontières au plus tard le 31 mars 2022, ont rapporté lundi des médias locaux.

La décision a été prise à l'issue d'une réunion de la Commission mixte paritaire de matérialisation de la frontière Burkina Faso - Côte d'Ivoire, du 30 novem-

bre au 3 décembre 2021, à Grand-Bassam, pour discuter des différents points, selon des médias.

Les deux pays se sont, au préalable, accordés à effectuer des recherches complémentaires auprès de sources extérieures aux deux Etats, attestant la délimitation de leur frontière, et les modalités de finan-

cement du processus de matérialisation de la ligne frontalière.

La réunion des membres de la commission paritaire, comme les précédentes, s'inscrit dans le cadre des activités devant aboutir à la délimitation de la frontière entre les deux pays.

Elle a permis de «restituer les résultats du dé-

pouillement interne des documents proposés par chaque pays en dressant une liste unique consensuelle.

L'analyse succincte des documents a montré la nécessité d'effectuer des recherches complémentaires auprès de sources extérieures aux deux Etats», d'après les médias.

RD CONGO

1.700 militaires ougandais déployés dans la région de Beni pour traquer les ADF

Au moins 1.700 militaires de l'armée ougandaise (UPDF) sont déjà déployés sur le territoire congolais de Beni pour des opérations conjointes avec les forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) contre les ADF, ont rapporté lundi des médias.

Selon des sources sécuritaires, il s'agit des militaires des forces spéciales et de l'infanterie de l'UPDF déployés

avec leur artillerie et les blindés. Ils auront le soutien de l'aviation militaire de l'armée ougandaise pendant les offensives contre les ADF, rapporte la radio de l'ONU en RDC.

Ces militaires de l'armée ougandaise ont installé leur base opérationnelle avancée à Mukakati, un village du secteur de Watalinga.

C'est le général major Kayanja Mwangi qui commande les troupes de

l'UPDF dans le territoire de Beni. Cet ancien commandant de l'armée ougandaise en Somalie et au Sud Soudan, est présenté comme «un officier expérimenté dans la lutte contre les groupes terroristes», selon la radio.

Selon des sources sécuritaires citées par le même média ougandais, «les derniers réglages sont en cours avant l'assa ut contre toutes les positions des ADF au Nord-Kivu et en Ituri».

PALESTINE-ENTITÉ SIONISTE

L'armée d'occupation israélienne assiège une ville palestinienne dans le nord de la Cisjordanie

Les forces d'occupation israéliennes ont assiégé la ville palestinienne de Yaab, au sud de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie, ont rapporté lundi des médias.

L'armée d'occupation israélienne a installé des barrières aux entrées de la ville, empêchant complètement l'entrée et la sortie des véhicules et citoyens et vers celle-ci, selon l'agence de presse palestinienne (Wafa).

Depuis plusieurs semaines, la ville de Yaab subit des incursions et perquisitions dans les domiciles de ses habitants par les forces d'occupation israéliennes, sans que ces dernières dévoilent les raisons de ces opérations.

La Cisjordanie occupée compte plus de 700 obstacles permanents (barrières, portes ou monticules de terre), à travers lesquels les forces d'occupation restreignent la circulation des véhicules et piétons palestiniens, selon un rapport publié par le Bureau des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) en 2018.



Un adolescent Palestinien tué par les forces d'occupation en Cisjordanie

Un adolescent palestinien a été tué, lundi, par les forces d'occupation sionistes près du barrage militaire de Jabara au sud de la ville de Tulkarem en Cisjordanie occupée, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa.

«Le bureau de liaison civile palestinienne (organe de communication) à Tulkarem a confirmé que l'adolescent, Mohamed Nidal Younes (15 ans), de la ville de Naplouse, a

succombé à ses blessures graves qu'il a subies suite à des tirs des soldats de l'occupation au poste de contrôle de Jabara», précise Wafa.

Selon l'agence, «les soldats d'occupation israéliens ont prétendu que l'adolescent aurait tenté d'écraser l'un des soldats au poste de contrôle», relevant que la maison de la victime palestinienne a été prise pour cible par les soldats sionistes qui l'ont fouillé

et saigné. Samedi, les policiers sionistes ont exécuté de sang-froid le jeune Mohamed Shawkat Slimah, 25 ans, à proximité de la place de la porte de Damas à Al-Qods occupé, rappelle Wafa.

La même source fait état d'un bilan de 5 Palestiniens tués par les forces d'occupation sionistes, dont deux enfants dans différentes régions palestiniennes pendant le seul mois de novembre.

CPI-RÉUNION

Le renforcement des engagements en faveur de la justice internationale au cœur de la 20e Assemblée de la CPI

Les Etats parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) devraient axer leur session annuelle qui se tient du 6 au 11 décembre sur le renforcement des engagements de la Cour en faveur de la justice et de la poursuite des péres crimes internationaux, a indiqué Human Rights Watch lundi.

En amont de la session, Human Rights Watch a publié un rapport de 18 pages de recommandations aux Etats parties à la CPI qui assistent à leur Assemblée annuelle à La Haye, selon un communiqué de l'ONG publié sur son site lundi.

Cette année, à l'occasion de leur 20e Assemblée, les Etats membres examineront le rapport approfondi rendu par des experts indépendants sur le fonctionnement et les performances de la Cour.

Ils éliront également le Procureur adjoint, pour faire suite à l'élection, plus tôt cette année, du nouveau Procureur, Karim Khan. «Dans un monde émaillé de multiples conflits, la CPI est

encore plus nécessaire qu'on ne se l'imaginait il y a vingt ans», a déclaré Richard Dicker, directeur du programme Justice Internationale à Human Rights Watch. «Les Etats membres de la CPI devraient recentrer leurs efforts visant à assurer que la Cour reçoit le soutien politique et pratique dont elle a besoin pour rendre la justice», a-t-il préconisé. En septembre 2020, un groupe d'experts indépendants mandaté par l'Assemblée a rendu son rapport final sur l'amélioration des performances de la Cour, à la suite de plusieurs revers sur des aspects clés des travaux de la CPI. Au cours de l'année écoulée, les Etats membres de la Cour, avec l'assistance d'organisations de la société civile, ont commencé à évaluer les près de 400 recommandations contenues dans le rapport.

Lors de la session de l'Assemblée, les gouvernements devraient évaluer les progrès accomplis et adopter une résolution aux fins de poursuivre leur travail d'examen du rapport

l'année prochaine. De nombreux Etats membres ont insisté sur ce processus d'examen en vue de renforcer l'indépendance et la transparence de la Cour, a indiqué Human Rights Watch.

Pour accélérer les avancées l'année prochaine, les Etats membres devraient centrer leurs discussions sur les recommandations des experts portant sur les responsabilités qui incombent à leur propre gouvernement vis-à-vis de la CPI, en particulier celles qui ont trait notamment à la coopération.

Il conviendrait de renforcer la coopération des Etats parties avec la Cour, a souligné Human Rights Watch, saluant l'annulation il y a quelques mois des sanctions imposées par l'ancien gouvernement américain à certains responsables de la CPI.

Les Etats membres devraient prioritairement mettre en œuvre les recommandations des experts indépendants pour élaborer «une stratégie visant à contrer toute opposition politique aux enquêtes de la Cour»,

a plaidé l'ONG. Au cours de cette session, les Etats parties à l'Assemblée adopteront le budget annuel de la Cour, alors que le fossé se creuse entre la charge de travail de la CPI et les ressources dont elle dispose.

Le budget, abondé par les Etats parties, a été maintenu à une croissance proche de zéro depuis 2017, bien que la Cour est désormais chargée d'enquêter sur seize situations, en Palestine et d'autres pays.

Le Procureur cherche également à reprendre une enquête sur la situation en Afghanistan.

Pour assurer l'impartialité de la Cour, il est essentiel, pour l'ONG, que le processus judiciaire ne soit pas perçu comme trop sélectif ou inégalitaire en raison de contraintes budgétaires. Pour Human Rights Watch, c'est la raison pour laquelle les Etats membres devraient s'efforcer au cours de cette session à mettre à exécution les programmes visant à organiser une conférence des bailleurs de fonds.

ETATS UNIS-MALI

Les Etats Unis condamnent «fermement» l'attaque ayant visé des civils au Mali

Les Etats-Unis ont «fermement» condamné, dimanche soir, l'attaque perpétrée contre des civils près du village de Songho, sur la route Songho-Bandiagara, dans le centre du Mali.

Plus de 30 civils ont été tués et plusieurs autres ont été blessés dans cette attaque

perpétrée vendredi dernier. Dans un communiqué, le porte-parole du Département d'Etat américain, Ned Price a exprimé ses condoléances au peuple malien, soulignant que les Etats-Unis «vont continuer à collaborer avec lui dans sa quête d'un avenir prospère et sûr». Samedi, les autorités ma-

liennes ont promis que «toutes les mesures seront prises pour arrêter et punir les auteurs de cet acte ignoble et tragique». Le président de transition malien, le colonel Assimi Goïta, a décrété trois jours de deuil national à compter de dimanche, en hommage aux victimes de cette attaque terroriste.

YÉMEN

La coalition arabe annonce la destruction de 2 drones piégés lancés par les houthis

La coalition arabe au Yémen a annoncé, lundi, l'interception et la destruction de deux drones lancés par le mouvement Ansarullah (Houthi) vers l'Arabie saoudite, indique un communiqué de la coalition.

Cette opération porte à 7 le nombre de drones détruits, en l'espace de 24 heures, avant qu'ils n'atteignent leurs cibles dans le royaume, précise le communiqué.

«Les forces de la coalition ont détruit deux appareils piégés dans l'espace aérien yéménite, lancés par les Houthis vers le royaume. La riposte sera ferme face à la menace et à la barbarie», indique la même source.

Dimanche, la coalition arabe avait annoncé la destruction de 5 drones piégés lancés par les Houthis vers l'Arabie saoudite. Au cours des derniers jours, la coalition a intensifié ses frappes aériennes contre les sites contrôlés par les Houthis à Sanaa. Depuis près de 7 ans, le Yémen est en proie une guerre qui a fait plus de 233 000 morts, selon les Nations Unies.

NUCLÉAIRE IRANIEN

Téhéran se dit prêt à négocier ses propositions pour relancer l'accord

L'Iran est prêt à discuter des propositions qu'il a présentées à Vienne pour relancer l'accord sur le nucléaire, a déclaré le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Saïd Khatibzadeh.

Les négociations pour sauver l'accord sur le nucléaire iranien avaient repris le 29 novembre après cinq mois d'interruption mais sont de nouveau en pause depuis vendredi, les pays encore parties au pacte ayant demandé du temps pour étudier les propositions iraniennes.

«Nos textes sont tout à fait négociables. Mais les parties adverses veulent jouer au jeu où chacun rejette la responsabilité sur l'autre», a déclaré à la presse, Saïd Khatibzadeh.

Les Etats-Unis ont accusé samedi Téhéran de bloquer les pourparlers. Rejetant ses allégations, M. Khatibzadeh a affirmé que les propositions iraniennes «étaient basées sur l'accord et le brouillon (de compromis conclu lors)

des six sessions de négociations précédentes». «Nous attendons naturellement d'entendre les points de vue de l'autre partie sur ces textes et si elle a une véritable offre écrite à nous faire», a-t-il indiqué, ajoutant que les négociations pourraient reprendre «à la fin de la semaine». Conclu en 2015 entre la République islamique et les grandes puissances (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Allemagne, Royaume-Uni), l'accord sur le nucléaire iranien est moribond depuis le retrait unilatéral du pacte des Etats-Unis en 2018 et le rétablissement de sanctions, poussant en riposte Téhéran à se détacher de la plupart de ses engagements.

L'accord offrait à Téhéran la levée d'une partie des sanctions étouffant son économie en échange d'une réduction drastique de son programme nucléaire, placé sous strict contrôle de l'ONU.

ONCI

Riche programme pour la commémoration des Manifestations du 11 décembre 1960

L'Office national de la culture et de l'information (ONCI) a tracé un riche programme d'activités culturelles et artistiques comprenant des conférences, des expositions, des projections de films révolutionnaires et de documentaires, ainsi que des spectacles de théâtre et des soirées de poésie, et ce, dans le cadre de la commémoration du 61e anniversaire des Manifestations du 11 décembre 1960, a indiqué un communiqué de l'Office.

Ces activités seront organisées du 8 au 15 décembre dans les différentes salles relevant de l'ONCI, à travers le territoire national.

Dans ce cadre, les salles Maghreb et Essaâda à Oran abriteront des expositions, des journées de la poésie Melhoum, ainsi que la projection du film révolutionnaire "Patrouille vers l'Est".

La salle des Issers à Boumerdes verra la projection de la pièce théâtrale "Héros de Novembre" destinée à un jeunes public.

La salle Atlas à Alger connaîtra égale-

ment, à cette occasion, l'organisation de plusieurs activités, dont une conférence nationale sur la femme algérienne, consacrée à plusieurs axes tels que les femmes, la Révolution et le mouvement féministe, en sus de la projection d'un documentaire qui contient des témoignages de moudjahidate.

La salle Ahmed Bey de Constantine verra également la présentation d'une pièce de théâtre et l'organisation d'une exposition de photos et de livres, ainsi que

des projections cinématographiques. La salle du 8 mai 1945 à Kherrata abritera un programme intellectuel qui comprend une conférence sur le 11 décembre, des représentations théâtrales et des projections cinématographiques. Le complexe culturel Abdelouahab Salim de Tipasa abritera plusieurs activités, dont une exposition d'art et une conférence intitulée "L'importance du 11 décembre dans l'histoire de la Guerre de libération nationale", ainsi qu'une soirée de poésie.



CONSTANTINE Parution du livre "L'Effondrement Des Mondes" du jeune auteur Nazim Anis Bouzidi

"L'Effondrement Des Mondes", Tome 1 "La Guerre des Lumières" est le titre du premier roman du jeune auteur, Nazim Anis Bouzidi, de Constantine, qui vient de paraître aux Editions du Net.

L'ouvrage de 204 pages, dans le genre science-fiction, relate l'histoire de Rayan, un jeune étudiant en physique, passionné par la science et les extraterrestres et dont la disparition mystérieuse de son frère lors d'un accident de bus, laisse perplexé.

Armé d'une détermination à toute épreuve, Rayan, soutenu par ses amis, tente de percer le mystère autour de la disparition de son frère et fait face aux "forces du mal" qui conspirent pour détruire la terre et l'humanité.

L'écrivain a indiqué à l'APS, que la science-fiction est un domaine qui l'attire même si ce genre littéraire est peu répandu en Algérie.

"La littérature de science-fiction me fascine. Je lis d'un trait ce genre de livres, comme Harry Potter.

Dans les films du même genre, la manière d'impliquer les sciences et les technologies et d'inventer des mondes me passionne", a-t-il dit.

Il a ajouté : "J'ai écrit mon livre sur deux périodes.

Je l'ai entamé en octobre de l'année dernière, puis j'ai repris l'écriture juste après l'achèvement de l'année universitaire, et je compte bien écrire la suite de cette histoire".

Etudiant en troisième année à la faculté de médecine, Nazim Anis Bouzidi est né en août 2001 à Constantine.

Amoureux des belles lettres et des langues vivantes, il a réussi à décrocher la 2ème place au concours Eloquentia 2021 à Constantine.

L'auteur avait participé, en octobre dernier, avec son livre "L'Effondrement Des Mondes", à la 9e édition de la Journée du manuscrit francophone, organisée par les Editions du Net (France) qui distingue chaque année des manuscrits (roman, poèmes, nouvelle, essai, témoignage).

RELIGION

Bordj Bou Arreridj abrite le 3^{ème} colloque sur l'"Erudit Ibn Al-Tabani et l'Ecole Achaâriya"

La troisième édition du colloque sur l'Erudit Ibn Al-Tabani et l'Ecole Achaâriya se tiendra dimanche prochain à l'université de Mohamed El Bachir El Ibrahimî à Bordj Bou Arreridj, a-t-on appris dimanche auprès du Haut conseil islamique (HCI).

Le colloque qui se tiendra sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, est organisé par le HCI, en collaboration avec le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a indiqué à l'APS le Directeur de la Documentation et de l'Information au HCI, Mohamed Baghdad.

Placée sous le thème "Achaâriya... un mode de vie", cette troisième édition ne verra pas la présence de savants étrangers en raison de la pandémie du Covid-19, a fait savoir M. Baghdad, précisant l'importance de "la reprise de ce projet, établi avec les savants de la doctrine Malékite, en vue de protéger la société des menaces accrues et de mettre en place un climat approprié aux savants et chercheurs appelés à contribuer qualitativement à l'exégèse nationale".

Les efforts du Cheikh Larbi Ibn Al-Tabani, dans ce sens, sont un modèle d'un érudit mandarin aux faits des questions de sa société, et qui agit avec sagesse et clairvoyance face aux préoccupations de sa nation, tout en œuvrant à offrir aux générations montantes des notions et visions mûres de contenus servant les intérêts de la nation".

Evoquant les volets du colloque, il a indiqué que "les transformations que connaît la société en particulier et la nation en général requièrent une réponse adéquate et convaincante aux besoins croissants pour la nouvelle génération qui a besoin de préserver son identité et trouve dans les nouvelles technologies de communication un moyen adéquat".

M. Baghdad a rappelé que le HCI "œuvrait à consacrer l'organisation périodique régulière de ce colloque à travers les efforts des savants et les études des chercheurs avec l'accompagnement du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs ainsi que le soutien de la wilaya de Bordj Bou Arreridj et ses notables".

Cette édition vise notamment à "consolider le référent national et la place des Oulémas algériens comme force influente pour les jeunes à l'ère des nouvelles technologies de communication et des transformations stratégiques que connaît le monde", a-t-il ajouté.

La 3ème édition de ce colloque portera sur "le parcours d'Ibn Al-Tabani et l'école

Achaâriya en décortiquant l'héritage Achaâri dans la pensée théologique moderne". Né en 1898 dans la commune de Ras El Oued (wilaya de Bordj Bou Arreridj), cheikh Ibn al-Tabani apprit le Saint Coran à l'âge de 12 ans. Il poursuit ses études à

l'université Zeitouna de Tunis, avant de se rendre à Médine (ville du prophète QSSSL, en Arabie saoudite) où il poursuivit ses études avant de s'y installer. Auteur de plusieurs ouvrages et écrits, Ibn Al-Tabani est mort en avril 1970 à la Mecque.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE AIN DEFLA
DAÏRA DE DJELIDA
COMMUNE DE BOURACHED
NIF 098444099079502

Avis d'appel d'offres national ouvert N°03/2021

La commune de BOURACHED lance un avis d'appel d'offres national ouvert pour : «Réalisation réseau d'eau potable avec raccordement à canal principal de distribution à fraction Ouled Zahar»

Les entreprises ayant la qualification activité principale hydraulique en cours de validité, les contractants qui sont autorisés à soumissionner et intéressés par le présent avis peuvent se présenter au service de l'Action économique de la commune de BOURACHED pour retirer les cahiers des charges, contre une somme de 4000.00 DA (versé auprès du régisseur communal) ; le retrait se fait par le chef de l'entreprise ou son représentant légal.

La présentation de la soumission doit être conforme aux conditions fixées par l'instruction aux soumissionnaires de l'offre technique du cahier des charges

Les offres constituées d'un dossier de candidature, offre technique, offre financière, doivent être obligatoirement accompagnées des pièces citées dans le cahier des charges ; Article n° 05

Les soumissionnaires soumettront leurs offres sous une enveloppe principale cachetée et anonyme ne comportant aucune inscription extérieure autre que la mention suivante :

«A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres»
Avis d'appel d'offres national ouvert N°03/2021
«Réalisation réseau d'eau potable avec raccordement à canal principal de distribution à fraction Ouled Zahar»

Cette enveloppe principale abritera Trois (03) autres enveloppes séparées et cachetées indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention : dossier de candidature, l'offre technique, l'offre financière selon le cas.

Le délai de préparation des offres est fixé à (quinze jours) ; (15 jours) à compter de la date de la première parution de l'appel d'offre dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

La date et l'heure limite de dépôt des offres, est fixée au 15ème jour à 14h00 mn. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, l'heure limite de dépôt des offres est prorogée jusqu'au lendemain.

Les offres devront être déposées auprès du service de l'Action économique de la commune de BOURACHED

L'ouverture des plis se fera en séance publique le dernier jour de préparation des offres à 14h00mn au siège de l'APC

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours à partir du dernier jour de préparation des offres.

START-UP Clôture lundi de la 3^e édition du programme Algeria Startup Challenge

La cérémonie de clôture de la 3^e édition du programme Algeria Start-up Challenge dédié aux entrepreneurs innovants sera organisée lundi à Alger afin d'élire la meilleure start-up dans les secteurs de la Foodtech, Fintech et Logistics, ont indiqué dimanche les organisateurs dans un communiqué.

Organisée sous le slogan "Open innovation au coeur de la dynamique startup - grands groupes", cette édition a permis de réunir les porteurs de projets innovants en "favorisant" la co-création de valeur entre start-up et grands groupes dans une optique d'open innovation, ajoute la même source.

Ce programme placé sous le parrainage du ministère délégué chargé de l'Economie de la Connaissance et des Start-up, s'est intéressé à trois industries : "Foodtech" (alimentation technologique), la "Fintech" (finance technologique) et la "Logistics" (logistique technologique) pour lesquels ont été organisés des challenges spécialisés.

Ainsi le "Foodtech Startup Challenge" a été organisé en collaboration avec le comité intersectoriel "Algeria Food Innovation Forum", sous le parrainage du ministère de la Pêche et des Produits halieutiques.

Cette compétition a vu la participation 24 startups à l'échelle nationale qui ont concouru dans les secteurs de l'agriculture, des produits halieutiques et la sécurité alimentaire, ont expliqué les organisateurs.

Pour sa part, le "Fintech Startup Challenge", traitant des problématiques émergentes dans la Fintech,

Insurtech, Regtech et Risk Management a permis d'accompagner concrètement pas moins de 25 startups, dans une logique d'open innovation.

Ce challenge a été organisé en collaboration avec la COSOB, avec la participation des acteurs principaux de la place financière algérienne : banques, assurances, est-il précisé dans le communiqué.

Alors que le "Logistics Startup Challenge", a réuni les acteurs de la logistique et du transport et plus de 15 startups dans ce domaine, selon les organisateurs.

Il a été dédié aux startups et porteurs de solutions utilisant des modèles opérationnels, technologiques ou économiques "innovants" qui traitent les problématiques les plus répondues dans ce secteur liées à la mobilité et la Supply Chain dans une logique d'open innovation.

La cérémonie de clôture permettra de dresser un bilan de l'activité du programme, mais aussi de communiquer sur la vision pour l'édition prochaine.

Elle sera l'occasion, également, de mettre en lumière les projets les plus prometteurs de cette troisième édition afin de les encourager, en plus de "connecter" les porteurs de projets avec de potentiels



partenaires, ont souligné les organisateurs.

Le jury est constitué d'entreprises partenaires, acteurs de l'écosystème innovation, startups, experts et spécialistes de différents domaines.

Ces membres de jury prendront part, en outre, aux panels et conférences autour de trois thématiques : "L'open innovation au coeur de la dynamique Startup - Grands groupes", "Repenser la logistique

sous l'angle de l'innovation technologique" et enfin "Les défis et les enjeux du financement de l'innovation".

Il est rappelé dans le communiqué que le programme Algeria Startup Challenge a remporté plusieurs prix cette année dont : le Prix du contributeur actif aux objectifs JMA 2021 par le FAO Algérie et le Prix du meilleur programme de développement des compétences et de soutien à l'innovation

dans le domaine de l'économie bleue au niveau de la Méditerranée occidentale lors du WestMED initiative Awards 2021 à Rome en Italie. Ce programme est organisé par le Leancubator, un incubateur labellisé par la commission nationale d'octroi de label startup, projet innovant et incubateur, et spécialisé dans la conception des programmes d'accompagnement à l'entrepreneuriat innovant.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE M'SILA

DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

NUMERO D'IDENTITE FISCALE : 099028015036429

AVIS APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 010/2021

Conformément à l'article 43 du Décret présidentiel N° 15-247 du 2 Dhou El Hijja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

La Direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya de M'sila lance un Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

ETUDE D'ADAPTATION, SUIVI, REALISATION ET EQUIPEMENT DE DEUX PISCINE DE PROXIMITE

LOT N° 01: Réalisation d'une Piscine de proximité à M'cif

Partie Fixe : Réalisation bassin de Natation + Local technique

Partie Conditionnel : Réalisation local

LOT N° 02: Réalisation d'une Piscine de proximité à DJEBEL MESSAAD

Partie Fixe : Réalisation bassin de Natation + Local technique

Partie Conditionnel : Réalisation local

La participation de cette appel d'offre ouvert est pour les entreprises ayant le certificat de qualification et classification professionnelle activité principale bâtiment Catégorie 04 et Plus

Les Entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges, auprès de la Direction de la Jeunesse et des Sports - M'sila

Les offres doivent être accompagnées les pièces visées dans le cahier des charges dans une enveloppe extérieure comportant la mention suivante :

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°

Direction de la Jeunesse et des Sports - cité olympique - M'sila

ETUDE D'ADAPTATION, SUIVI, REALISATION ET EQUIPEMENT DE DEUX PISCINE DE PROXIMITE

LOT N°

« A ne pas ouvrir que la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

L'offre de soumission comprenant le dossier de candidature, les plis techniques et le pli financier du soumissionnaire : les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme

1. / Dossier de candidature:

- Déclaration de candidature dûment remplie, datée, signée, cachetée
- Déclaration de probité dûment remplie, datée, signée, cachetée
- Copie du statut pour les personnes morales
- Tous documents concernés des délégations

Capacités professionnelles : certificat de qualification et de classification professionnelle + Copie du Registre du commerce électronique

Capacités technique :Liste des moyens humains , matériels et Références professionnelles

2. / Offre technique :

- 01- Déclaration à souscrire dûment remplie, datée, signée, cachetée
- 02- planning prévisionnel de l'exécution remplie, daté, signé et cacheté
- 03- Tous documents permettant d'évaluer l'offre technique : une mémoire technique justificatif
- 04- Le cahier des charges (paraphé, daté, signé, cacheté et écrire le paragraphe lu et approuvé par le Maire
- 05- Mise à jour (CNAS - Caco bath - CASNOS) valable (copie)
- 06- Copie Liste des moyens humains valable Attaché avec un certificat de travail correspondant au niveau requis justifié par le certificat d'adhésion à la CNASAT moins de 03 Mois de la date d'ouverture des plis + Certificat de travail
- 07- Liste des matériels justifiés par ingénieur fournis du moins une (01) année valable à la date d'ouverture des plis y compris cartes grises attestation d'assurance en cours de validité.
- 08 - En cas des groupements des entreprises comme groupement ou partenariat solidaire, le contrat visé le pourcentage de chaque entreprise est obligatoire y compris les documents précédente

3. / Offre financière :

- 1- La lettre de soumission dûment remplie, datée, signée et cachetée
- 2- Le Bordereau des Prix Unitaires dûment remplie, datée, signée et cachetée
- 3- Le Détail estimatif et Quantitatif dûment remplie, datée, signée et cachetée

Observation : Conformément à l'article 69 du Décret présidentiel N° 15-247 du 2 Dhou El Hijja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Le complément dossier des documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et, en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

Si les documents précités ne sont pas remis dans le délai requis ou s'ils s'ouvrent après leur remise qu'ils comportent des informations non conformes à celles figurant dans la déclaration de candidature, l'offre concernée est écartée.

Si après signature du marché, le service contractant découvre que des informations fournies par le titulaire du marché public sont erronées, il prononce la résiliation du marché aux torts exclusifs du partenaire cocontractant.

- La durée de préparation des offres est fixée 10 Jours à partir de la date de la première parution dans le Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou les Journaux nationaux

- La durée de la validité des offres est égale de 03 Mois + la durée de préparation des offres à partir de la date de dépôt

- Le dépôt des offres aura lieu le dernier jour de la durée de préparation des offres AVANT 13h30 au Direction de la Jeunesse et des Sports (Secretariat)

- Si ce jour coïncide avec un jour férié ou de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant

- Les Soumissionnaires sont invités à assister à la réunion d'ouverture des plis dans le dernier jour du dépôt des offres à 13h30 au Siège de la Direction de la Jeunesse et des Sports M'sila

JM «ORAN-2022»

Président Tebboune : «Des instructions pour la création immédiate d'une instance de suivi des préparatifs»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres au cours de laquelle il a donné des instructions pour créer dans l'immédiat une instance chargée du suivi des préparatifs continus pour la tenue des jeux méditerranéens (JM) prévus en 2022 à Oran.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a chargé le ministre de la Jeunesse et des sports du suivi et du constat sur le terrain de façon hebdomadaire pour s'enquérir du rythme d'avancement des travaux, en coordination avec le wali d'Oran, et de soumettre au Premier ministre, ministre des Finances des rapports précis et transparents, en sus de la présentation d'un état des lieux mensuel au Conseil des ministres, lit-on dans le communiqué. M. Tebboune a également donné des instructions pour «créer dans l'immédiat une instance chargée du suivi des préparatifs avec la participation de personnalités hautement qualifiées et



expérimentées dans la gestion des manifestations sportives internationales, répartir les responsabilités et veiller à une coordination constante avec les autorités locales et tous les acteurs».

Le président de la République a ordonné, en outre, «le lancement d'une consultation internationale pour la sélection d'opérateurs en matière de matériel sportif», en insistant sur

l'importance de «veiller à assurer aux athlètes algériens tous les moyens afin de les préparer et améliorer leur niveau pour s'adjuger les premières places en termes de médailles pour honorer l'emblème national».

Le président de la République a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à l'examen et à l'approbation de projets de loi et de décrets et à la présentation d'exposés relatifs aux secteurs de la recherche scientifique, des startup et des télécommunications, ainsi qu'au suivi des préparatifs des Jeux Méditerranéens prévus en 2022 à Oran.

ATHLÉTISME-COMMÉMORATION DES ÉVÉNEMENTS DU 11 DÉCEMBRE 1960

La course pédestre "Horizons d'Alger" reportée

La course pédestre "Horizons d'Alger" initialement prévue le 10 décembre courant à Alger-Centre dans le cadre des commémoratifs du 60e anniversaire des événements tragiques du 11 décembre 1960 a été finalement reportée à la fin du mois de janvier prochain, faute d'autorisation, ont annoncé lundi les organisateurs.

Un événement de cette envergure, susceptible de drainer de grandes foules, nécessite en effet une multitude d'autorisations, de la part de différentes structures, et dont l'obtention n'a finalement pas été possible" ont regretté les organisateurs en conférence de presse, tenue lundi matin, au journal El Moudjahid. Cependant, "il ne s'agit que d'un petit ajustement. Cette course aura bien lieu, mais à une date ultérieure" a tenu à rassurer Saliha Aoues, la Directrice du quotidien d'information national, Horizons, qui parraine l'événement.

De son côté, Aziz Bouras, le président de la Ligue Algéroise d'Athlétisme (LAA), qui organise l'événement a confié que "cette course pédestre pourrait être jumelée avec le Cross "+Abdou Seghouan "+, prévu le 29 janvier prochain, sur les hauteurs d'Alger".

Mais selon lui, "tout reste tributaire de l'obtention de l'autorisation des autorités compétentes" pour l'organisation de cet événement, qui doit se dérouler sur une distance de 10 kilomètres, et dans l'ancien tracé devait prendre son départ devant le siège de la Wilaya d'Alger, en allant vers Ruisseau, à travers les Avenues Hassiba Ben Bouali et Mohamed Belouizdad, avant de revenir au point de départ.

Les organisateurs ont profité de l'occasion pour honorer sept anciens grands champions de l'athlétisme algérien, à savoir : Boualem Rahoui (Médaille d'or aux JM de 1975), Nouria Bénida Merrah (Médaille d'or aux JO de Sydney), les frères Sid Ali et Azzedine Sakhri (Anciens champions du marathon), Omar Benchiheb (Multi-médaille en handisport), Tahar Salhi (Entraîneur handisport) et Lounés Bellahcène (Entraîneur de la sélection nationale de marche).

"Cet hommage compte beaucoup pour moi. C'est un honneur et une immense fierté d'être honorée à l'occasion des événements commémoratifs du 11 décembre. J'ai déjà été honorée par le passé, mais pas à l'occasion d'un événement aussi marquant. Cette fois, ça va bien au-delà du sport ... c'est vraiment très spécial" a déclaré Nouria Bénida Merrah à la presse, juste après la réception de son titre honorifique. De leur côté, les frères Sakhri et Omar Benchiheb ont tenu à faire qu'à leur époque, la majorité des disciplines sportives et encore plus le handisport ne disposaient pratiquement d'aucun moyen. Ce qui rend leur mérite encore plus grand d'avoir rivalisé avec des stars mondiales, pour hisser haut le drapeau national. "J'ai toujours été un des premiers athlètes à réaliser les minima de participation aux JO. Mais à chaque fois que je présentais un dossier, pour demander un stage de préparation à l'étranger, on me le refusait, sous prétexte qu'il n'y avait pas d'argent. C'est ce qui explique le fait que mon palmarès ne comporte aucune médaille olympique ... à mon grand regret" a déclaré Sid Ali Sakhri. Le 11 décembre 1960, une marche pacifique dans les rues d'Alger pour demander l'indépendance avait tourné au drame, après que l'armée coloniale l'ait réprimée dans le sang. Au total, 260 citoyens avaient trouvé la mort.

BLIDA

Ouverture des épreuves du Championnat national militaire des luttes associées

Le coup d'envoi des épreuves du Championnat national militaire des luttes associées a été donné, lundi, à la salle omnisports de la Base centrale logistique de Beni Merad, relevant de la Première région militaire (PRM) de Blida. Au moins 141 athlètes, dont 73 en lutte libre et 68 en lutte gréco-romaine, issus de différentes unités et structures de l'Armée nationale populaire (ANP), dont les forces aériennes, la Gendarmerie nationale, la Garde républicaine, et les forces terrestres, en plus des six (6) régions et diverses

écoles militaires du pays, prennent part à cette compétition sportive, de quatre jours, dont l'organisation est assurée par le commandement de la PRM "Chahid Ahmed Bouguera". En procédant à l'ouverture de cette compétition, le commandant de la Base centrale logistique de Beni Merad, général Touhami Redaoui a souligné "l'intérêt permanent conféré par le commandement de l'ANP au sport militaire, dans un souci de formation d'athlètes et de combattants qualifiés", a-t-il assuré. Estimant, en outre, que l'or-

ganisation de ce type de compétitions sportives "constitue une opportunité pour occuper les meilleurs rangs, tout en étant considérées comme un espace de contact et de communication entre les athlètes, en plus de leur contribution efficace à la préparation physique et au relèvement du niveau de disponibilité de nos forces au combat", a-t-il observé. Le général Redaoui a, également, appelé les athlètes concurrents à exploiter cette opportunité pour "promouvoir le sport militaire aux plus hauts niveaux".

VOLLEY - NATIONALE UNE (DAMES - MISE À JOUR)

MC Alger - NR Chlef ce mardi à Douera

Le match MC Alger - NR Chlef, comptant pour la mise à jour du calendrier du Championnat d'Algérie de volley-ball, Nationale Une (dames), groupe Centre-Ouest, se jouera ce mardi (17h30) à la salle de Douera (Alger), à l'indiqué la Fédération algérienne de la discipline (FAVB). Les volleyeuses du MC Alger, qui ont disputé leur premier match de la saison le week-end dernier face à la JSN El Hamri, comptent encore un match en retard face à l'ATM Ain Turck. Par ailleurs, la FAVB n'a pas encore programmé les matchs en retard du groupe Centre-Est.

Programme de la mise à jour :

Groupe Centre-Ouest / Mardi :

MC Alger - NR Chlef (17h30)

Classement:	Pts	J
1. NR Chlef	6	2
--. ES Ben Aknoun	6	3
--. JSN El Hamri	6	3
4. USP Akbou	5	3
5. Seddouk VB	4	3
6. JS Azzazga	3	3
7. MC Alger	0	1
--. ATM Ain Turck	0	2.

Groupe Centre-Est :

Classement:	Pts	J
1. MB Béjaia	9	3
2. ASW Béjaia	5	2
3. OS Tichy	4	3
4. RC Béjaia	3	2
--. WA Béjaia	3	2
6. NC Béjaia	0	1
--. Hassi Messaoud VB	0	1
--. CRR Toudja	0	2

CHAMPIONNAT ARABE DES ECHECS Cinq médailles pour l'Algérie dont trois en or

Les sélections algériennes des échecs (messieurs, dames) se sont illustrées au championnat arabe des échecs disputé du 24 novembre au 4 décembre à Dubaï (Émirats arabes unis), en remportant cinq médailles (trois en vermeil et deux en argent), bouclant ainsi la compétition à la première place.

La palme est revenue au grand maître Bilal Belahcène Youcef qui a décroché à lui seul trois (03) médailles dont deux (02) en or (jeu classique et semi-rapide) et une en argent (Blitz). Chez la gent féminine, l'Algérienne Amina Mezoud a décroché l'or dans l'épreuve "Blitz", tandis que sa compatriote Lina Nacer a obtenu l'argent. Soixante-six (66) athlètes (34 messieurs et 32 dames) issus de dix-neuf (19) pays ont pris part à ce rendez-vous à savoir: Algérie, Lybie, Egypte, Émirats, Tunisie, Maurice, Syrie, Liban, Jordanie, Irak, Yémen, Koweït, Bahreïn, Arabie Saoudite, Oman, Palestine, Somalie, Soudan, Mauritanie.

EQUITATION Concours national d'endurance vendredi et samedi prochains à Tiaret

Un concours national d'endurance aura lieu vendredi et samedi prochains au champ de course de Tiaret, a-t-on appris lundi auprès des organisateurs. Cette compétition de deux jours, organisée par l'Association équestre et loisirs de la commune de Tiaret en collaboration avec la Fédération Equestre et la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya, dans le cadre de la commémoration du 61ème anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960, verra la participation de plus de 60 chevaux et cavaliers d'une dizaine de clubs équestres du pays.

Le programme de ce concours national comporte trois courses, sur des distances de 20, 40 et 60 kilomètres, destinées aux chevaux de 4 et 5 ans et plus et cavaliers âgés de 14 ans et plus. Une visite vétérinaire est programmée la veille de la compétition, a-t-on fait savoir.

KARATÉ - CHAMPIONNAT D'AFRIQUE L'Algérie termine à la deuxième place

Le championnat d'Afrique de karaté s'est achevé dimanche au Caire (Égypte) et a vu la sélection Algérienne terminer à la deuxième place derrière l'Égypte qui a remporté le titre. La Tunisie occupe quant à elle la troisième place. Les Championnats d'Afrique de karaté toutes catégories, qui se sont déroulés dans la capitale égyptienne, ont enregistré la participation de 300 athlètes représentant 21 pays, dont 35 Algériens. La dernière édition du championnat d'Afrique de karaté a eu lieu en 2020 au Maroc, où l'Algérie avait terminé à la 3e place au nombre des médailles avec 9 or, 4 argent et 7 bronze.

APS

COUPE ARABE DE LA FIFA-2021 (3^E ET DERNIÈRE JOURNÉE) ALGÉRIE -EGYPTE

Une "finale" pour la première place du groupe D

L'équipe nationale de football A' croisera le fer, mardi, avec son homologue égyptienne, au stade Al-Janoub à Doha (20h00, algériennes), avec l'intention de l'emporter et terminer en tête du groupe D de la Coupe arabe de la Fifa, qui se déroule au Qatar (30 novembre - 18 décembre).



Qualifiée pour les quarts de finale, au même titre que l'Egypte, au bout des deux premières journées de la phase de poules, l'Algérie sera, cette fois-ci, face à un gros morceau, après avoir passé l'écueil, sans encombre, d'abord du Soudan (4-0), puis du Liban (2-0).

"Ce sera un match difficile, car outre l'enjeu de la première place, ce sera un derby, entre deux nations qui se connaissent bien, et à mon avis, un des principaux facteurs qui pourraient faire la différence dans ce duel, c'est la faculté à récupérer, vite et bien", a indiqué le coach national, Madjid Bougherra.

L'équipe nationale, qui va enregistrer probablement le retour du portier Raïs M'bolhi et du défenseur central Djamel Benlamri, mis sur le banc lors du match face au Liban samedi, devra rester vigilante d'abord devant une équipe égyptienne, qui va chercher également à terminer leader du groupe D, pour affronter un adversaire de moindre calibre en quarts de finale.

"L'Algérie est une excellente équipe, tout le monde sait qu'elle est considérée parmi les favoris de la compétition. Nous les respectons, et ils nous respectent. Ce sera une véritable finale avant la lettre. Je m'attends à un match difficile et très disputé pour la première place du groupe.

Nous avons un bon groupe qui est venu au Qatar pour réaliser de bons résultats", a indiqué le gardien de but égyptien d'Al-Ahly, Mohamed El-Shenawy. Sur le plan de l'effectif,

l'équipe nationale se présentera sans l'apport du milieu de terrain défensif du CR Belouizdad, Houssein-Eddine Mrezigue, suspendu, suite à son expulsion (deux cartons jaunes), face aux Libanais.

En revanche, les "Pharaons", dirigés sur le banc par le Portugais Carlos Queiroz, devraient se présenter avec un groupe au complet, eux qui restent sur un large succès face au Soudan (5-0). Dans l'autre match de ce groupe D, le Liban et le Soudan, qui ferment la marche avec 0 point, s'affronteront à la même heure au stade de la Cité de l'éducation, pour l'objectif commun de quitter le tournoi sur une bonne note et avec les honneurs.

Pour rappel, le premier et le second du groupe D, défilent, en quarts de finale, prévus les 10 et 11 décembre,

respectivement, le second et le premier du groupe C, composé du Maroc, de la Jordanie, d'Arabie Saoudite, et de la Palestine. Le vainqueur du tournoi em-

pochera une prime conséquente de 5 millions de dollars. Le finaliste aura 3 millions de dollars, alors que le troisième percevra 2 millions de dollars.

Le point du groupe D avant la 3e et dernière journée

Le point du groupe D de la Coupe arabe 2021 de la Fifa, avant le déroulement des rencontres de la troisième et dernière journée, prévues mardi à Doha :

Algérie - Egypte (20h00)
Liban - Soudan (20h00)

Classement :	Pts	J	Diff
1). Algérie	6	2	+6
→). Egypte	6	2	+6
3). Liban	0	2	-3
→). Soudan	0	2	-9

Déjà jouées :

Algérie - Soudan 4-0
Egypte - Liban 1-0
Liban - Algérie 0-2
Soudan - Egypte 0-5

NB : Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale.

Bougherra : "Tout se jouera sur la solidarité"

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football A', Madjid Bougherra, a souligné lundi à Doha que la rencontre face à l'Egypte, prévue mardi (20h00, algériennes) pour le compte de la 3e et dernière journée de la phase de poule (groupe D) de la Coupe arabe 2021 de football, "se jouera sur l'état d'esprit et de solidarité entre les joueurs."

"Nous avons toujours joué face à l'Egypte dans des matchs décisifs. Il y a une rivalité sportive importante. C'est un match qui doit se jouer sur l'état d'esprit avant tout. Nous devons faire preuve d'une solidarité extrême même si l'aspect tactique reste bien sûr important.

Clairement, si nous voulons l'emporter, il nous faut élever notre niveau.", a déclaré Bougherra, lors de la conférence d'avant-match.

Pour l'ancien défenseur des Glasgow Rangers, l'angle d'approche du match est avant tout celui de la progression: "Nous sommes satisfaits de notre parcours jusque là.

Nous nous sommes qualifiés pour les quarts de finale de la compétition avec nos deux premières victoires. Il nous reste désormais un match de haut niveau pour terminer premier face à l'Egypte. Tout est là pour continuer à progresser."

Interrogé quant à un possible Algérie-Maroc en quarts de finale de la Coupe arabe, Bougherra a fait savoir que "le Maroc fait un bon début de compétition, bien sûr.

Nous, on prend tous les matchs, un par un et comme ils viennent. Nous sommes venus pour jouer des matchs de haut niveau."

En ayant chacun six points et une différence de buts (+6), sans pour autant encaisser le moindre but, l'Algérie et l'Egypte, pourraient être départagées, en cas d'un match nul mardi, à la faveur du critère disciplinaire suivant le barème négatif du nombre des cartons jaune et rouge.

Queiroz : "Nous jouons face à l'Algérie pour la gagne"

Le sélectionneur portugais de l'équipe égyptienne de football Carlos Queiroz, a déclaré lundi que les "Pharaons" vont croiser le fer mardi avec l'Algérie, au stade Al-Janoub (20h00), avec la ferme intention de l'emporter, en match comptant pour la 3e et dernière journée (Gr.D) de la Coupe arabe de la Fifa qui se déroule à Doha (30 novembre - 18 décembre).

"Je suis très excité à l'idée d'affronter l'Algérie. Ce sera un match palpitant pour les amoureux du football.

Nous allons faire en sorte de sortir le grand jeu pour gagner et terminer leader du groupe", a affirmé Queiroz lors d'un point de presse tenu à Doha.

Au terme des deux premières journées de la phase de groupes, l'Algérie et l'Egypte se partagent le fauteuil de leader avec 6 points chacun, et détiennent également

la même différence de buts (+6).

L'Algérie s'est imposée face au Soudan (4-0) et au Liban (2-0), alors que l'Egypte a disposé du Liban (1-0) puis du Soudan (5-0).

"Nous avons une très bonne équipe, dont la qualité principale est l'état d'esprit irrécusable qui règne entre les joueurs, que ce soit anciens ou nouveaux.

Nous allons affronter une grosse équipe algérienne, avec qui nous avons validé notre billet pour les quarts de finale", a-t-il ajouté.

Avant d'enchaîner: "Nous abordons toutes nos rencontres comme s'il s'agit d'une finale, même si nous sommes encore en phase de groupes.

Nous sommes professionnels, chose qui doit nous pousser à donner le meilleur de nous-mêmes mardi".

Appelé à évoquer l'effectif avec lequel il compte aborder le match face aux "Verts", Queiroz a révélé le forfait du milieu offensif d'Al-Ahly Mohamed Magdy dit "Afsha", blessé.

"Il n'est pas en possession de tous ses moyens, nous n'allons pas prendre de risque avec lui. Il y a d'autres joueurs qui sont prêts à jouer cette rencontre, et appliquer nos consignes face à l'Algérie".

Enfin, Carlos Queiroz n'a pas hésité à qualifier le match face à l'Algérie de "véritable défi". "Je ne ressens aucune pression, c'est la particularité de notre métier. Nous devons nous adapter à toutes les situations, car nous sommes professionnels", a-t-il conclu.

Dans l'autre match de ce groupe D, le Liban et le Soudan, qui ferment la marche avec 0 point, s'affronteront à la même heure au stade de la Cité de l'éducation, pour l'objectif commun de quitter le tournoi sur une bonne note et avec les honneurs.

Pour rappel, le premier et le second du groupe D, défilent, en quarts de finale, prévus les 10 et 11 décembre, respectivement, le second et le premier du groupe C, composé du Maroc, de la Jordanie, d'Arabie saoudite, et de la Palestine.

ELECTIONS DE LA LFP

Medouar évasif sur un deuxième mandat

Le président sortant de la Ligue de football professionnel (LFP) Abdelkrim Medouar, a déclaré lundi qu'il n'avait pris "pour le moment" aucune décision quant à une éventuelle candidature, en vue de briguer un deuxième mandat à la tête de l'instance dirigeante de la compétition.

"Au jour d'aujourd'hui, je n'ai pris aucune décision. Je suis en période d'observation, je dois d'abord connaître la tendance, ratifier large, avant de me prononcer définitivement sur ma candidature", a indiqué à l'APS Medouar.

L'ancien président de l'ASO Chlef, avait été élu à la tête de la LFP en juin 2018, en remplacement de Mahfoud Kerbadj. Son premier mandat a été "fortement perturbé", d'abord par une rébellion de certains membres de son bureau exécutif, jusqu'à l'arrivée de la pandémie du Covid-19, dont les conséquences ont été fatales sur le bon

déroulement du championnat, avec un arrêt forcé de plusieurs mois.

"Mon premier mandat été fortement perturbé, mais cela ne m'a pas empêché de gérer la situation, dans des conditions difficiles, même si cela n'a pas été évident. Donc, un éventuel deuxième mandat serait nécessaire pour poursuivre mon programme et préserver la stabilité", a-t-il ajouté.

Avant d'enchaîner: "Tout sera tiré au clair au cours de cette semaine. Je dois trancher sur ma candidature ou non incessamment". En octobre 2020, Medouar avait été autorisé par la Fédération algérienne (FAF), à gérer les affaires les affaires courantes de la LFP, jusqu'à la tenue de l'assemblée générale électorale (AGE), fixée au mercredi 22 décembre. Le premier à avoir annoncé sa candidature n'est autre que le président du Conseil d'administration de l'ES

Sétif Azzedine Arab.

"J'ai décidé de quitter la présidence de la SSPA "Blacks Eagles" le mois de février ou mars, mais en même temps je vais me porter candidat à la présidence de la LFP.", a déclaré Arab en novembre dernier, lors de l'émission "Studio Live" de la télévision algérienne.

Arab s'est dit très enthousiaste à l'idée de présider l'instance de gestion de football professionnel "après avoir été membre du bureau exécutif de la LFP pendant sept ans, sous la présidence de Mahfoud Kerbadj".

Pour rappel, les membres de l'assemblée générale de la LFP ont amendé mercredi dernier les nouveaux statuts de l'instance, lors d'une Assemblée générale extraordinaire (AGEX), avant d'adopter jeudi les bilans moral et financier de l'année 2020 ainsi que de l'année 2021 (au 30 novembre, ndr).

APS

JS SAOURA Kais Yaacoubi satisfait du contenu proposé par son équipe, après la victoire 4 à 0 face aux Ghanéens de Heart of Oak

L'entraîneur de la JS Saoura Kais Yaacoubi était satisfait du contenu proposé par son équipe, après sa victoire devant son homologue ghanéen de Hearts of Oak sur le score de (4-0), mi-temps (2-0), en match comptant pour le 2e tour préliminaire additionnel (retour) de la compétition disputé dimanche soir à Béchar.

"Ce large succès de notre équipe est méritant et ce grâce aux efforts fournis par nos joueurs durant cette rencontre, qui s'est déroulée au stade du 20 Aout 1955 de Béchar sans public", a-t-il précisé au cours d'une conférence de presse, organisée à l'issue de la rencontre.

"Cette victoire, ne doit pas nous faire oublier l'essentiel à savoir la poursuite de nos parcours au sein de cette compétition continentale et surtout le championnat de la Ligue 1 Mobilis", a-t-il souligné.

Pour le coach de la JS Saoura, "Notre équipe a besoin réellement d'un buteur, car comme constaté durant les 90 minutes de la rencontre nous avons perdu plusieurs occasions de marquer des buts, d'où la nécessité pour notre groupe d'avoir un buteur à la hauteur.

"Nous avons amplement mérité cette victoire contre les Ghanéens de Heart of



Oak, et nous souhaitons à l'avenir l'ouverture de notre stade pour nos supporters pour nous soutenir tant dans cette compétition africaine que durant le championnat de la Ligue 1", a déclaré de son côté le président du club de la Saoura, M. Mohamed Zerouati. Plusieurs joueurs

ont pour leur part mis en exergue cette belle victoire, à l'instar de l'attaquant Oussama Belatrech, qui a indiqué que cette "belle victoire, malgré qu'elle a été difficile, on l'offre au peuple Algérien et à nos supporters".

"Nous sommes satisfaits, puisque nous avons rem-

porté cette manche, après notre défaite à Accra par deux buts à zéro, et je pense que cette victoire est le fruit de notre fureur de vaincre sur notre propre terrain et aussi de représenter dignement le football Algérien", a tenu à souligner le milieu de terrain Hamid Belaid.

CHAMPIONNAT NÉERLANDAIS (15^E JOURNÉE) TWENTE FC Zerrouki signe son deuxième but de la saison

Le milieu international algérien de Twente FC Ramiz Zerrouki, a signé dimanche son deuxième but de la saison, lors de la victoire décrochée sur le terrain de Go Ahead Eagles (2-1), dans le cadre de la 15e journée du championnat néerlandais de football.

Les locaux ont ouvert le score peu avant la pause (39e) par Cordoba, avant que Twente FC n'égalise en seconde période (79e) grâce à van Wolswinkel (79e). Zerrouki a surgi à la 83e minute pour offrir la victoire aux siens d'un tir puissant des 25 mètres.

Le joueur algérien a marqué son premier but en championnat le 30 octobre dernier, lors de la défaite concédée en déplacement face au PSV Eindhoven (5-2). A l'issue de cette victoire, Twente FC se hisse à la 6e place au classement d'Eredivisie avec 25 points, à onze longueurs de retard sur le leader Ajax Amsterdam (36 pts).

Zerrouki (23 ans) avait été convoqué une première fois en équipe nationale en mars dernier, à l'occasion des deux derniers matchs des qualifications de la CAN-2021 (reportée à 2022, ndlr) au Cameroun (9 janvier - 6 février), à Lusaka face à la Zambie (3-3) et à Blida face au Botswana (5-0).

En un laps de temps court, il a réussi à arracher une place de titulaire dans le dispositif tactique du sélectionneur Djamel Belmadi.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE LA SANTÉ DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION D'AIN DEFLA ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTÉ DE PROXIMITÉ DE DJELIDA AVIS DE RECRUTEMENT

La direction de l'établissement public de santé de proximité de Djelida lance un avis de recrutement par voie de concours aux postes désigné ci-dessous :

Grades	Mode de recrutement	Qualifications requises	Spécialité spécifiée	Nombres de postes
Médecin généraliste de santé publique	Concours sur titre	Diplôme de doctorat en médecine ou d'un titre reconnu équivalent	Médecine générale	04
Chirurgien - dentiste de santé publique		Diplôme de chirurgien-dentiste ou d'un titre reconnu équivalent	Chirurgie dentaire	02

Constitution du dossier de candidature :

- Une demande manuscrite de participation.
 - Une copie de la carte d'identité nationale
 - Une copie du diplôme ou du titre reconnu équivalent
 - Une copie conforme à l'original du relevé de notes du cursus de formation
 - Les attestations de travail précisant l'expérience professionnelle dans la spécialité, dûment visée par l'organe de sécurité sociale, pour l'expérience acquise dans le secteur privé.
 - Une fiche de renseignement dûment remplie par le candidat et qui est télé-chargée à partir de site web de la direction générale de fonction publique (www.concoursfonctionpublique.gv.dz)
- Après l'admission définitive au concours sur titre, le candidat doit compléter son dossier par les pièces suivantes :

Copie du document justifiant la situation du candidat vis-à-vis du service national certifiée conforme à l'original.

- Un extrait de naissance - certificat de résidence - certificat médicale (médecine générale, phthisiologie) - deux (02) photos d'identités.
- Fiche familiale pour les mariés (e).
- Les délais de dépôts des dossiers :
- Les dossiers des candidats doivent être envoyés recommandés par poste avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Etablissement public de santé de proximité Djelida - Cité Administrative Djelida

- Les dossiers doivent parvenir dans un délai de quinze (15) jours ouvrable à compter de la première parution de l'annonce dans la presse écrite.

Remarque : Les dossiers reçus hors délais ou incomplets ne seront pas pris en considération.

GARDIENS - FORMATION Une trentaine d'entraîneurs de gardiens de but en stage de formation à Ouargla



Au moins 32 entraîneurs de gardiens de but, relevant de la ligue régionale de football d'Ouargla (LRFO), ont entamé dimanche un stage de formation de "niveau 2", a-t-on appris des responsables de la ligue. Les entraînements ont débuté au niveau du stade du "24 février" à Ouargla, sous l'égide de la LRFO et de la Direction de la Jeunesse et des Sports (DJS).

"Le stage concerne les entraîneurs de gardiens de but titulaires du diplôme de niveau-1 pour l'obtention de celui de niveau-2 après des examens théoriques et pratiques en fin de stage", a indiqué le président de la LRFO, Ali Baâmer.

Les stagiaires subiront une formation de cinq (5) jours, totalisant un volume de 40 heures, sur les nouvelles techniques de coaching des gardiens de but professionnels, et ce sous la supervision de l'entraîneur international Kamel Djaber (opérant aux Emirats Arabes Unis).

Un stage de formation pour l'obtention du diplôme de niveau-3 (professionnel) est également projeté dans le courant du mois de mars 2022, a indiqué la même source.

Ce stage régional des entraîneurs de gardiens de but s'inscrit dans le cadre de la politique de formation arrêtée par la Fédération algérienne de football (FAF) pour la réussite du professionnalisme dans le football en Algérie, notamment dans les wilayas du Sud du pays, a souligné M. Baamer.

L'Atlético Madrid se positionne sur Nicolas Tagliafico

Alors que son contrat avec l'Ajax Amsterdam se termine en juin 2023, le latéral gauche Nicolas Tagliafico (29 ans) envisagerait de faire ses valises lors du prochain mercato d'hiver. Concernant son avenir, il pourrait faire son retour en Espagne comme nous le révèle le média Todofichajes. En effet, l'international argentin (36 sélections) intéresserait fortement l'Atlético Madrid. Les Colchoneros suivraient de près sa situation et une offre pourrait rapidement être transmise. Apparu à seulement neuf reprises cette saison, le natif de Rafael Calzada serait estimé à 15 millions d'euros.



BENZEMA DONNE DE SES NOUVELLES

Blessé samedi dernier sur le terrain de la Real Sociedad (2-0, 16e journée de Liga), Karim Benzema a donné de ses nouvelles sur les réseaux sociaux. Dans un message publié sur Instagram, l'attaquant français du Real Madrid s'est montré mystérieux sur la durée de son indisponibilité. « On rentre au stand. Se reposer et revenir plus fort. » Les Merengues n'ont pour l'instant donné aucune indication sur la nature de la blessure du footballeur de 33 ans, touché au genou gauche.

À court terme, l'ancien joueur de l'Olympique Lyonnais doit déclarer forfait pour la venue mardi soir de l'Inter Milan, à Santiago-Bernabeu, à l'occasion de la 6e et dernière journée de la phase de poules de la Ligue des champions. Sans l'international tricolore, la formation de Carlo Ancelotti tentera de terminer à la première place du groupe D. Avant cette dernière rencontre, la Maison Blanche devance les Nerazzurri de deux points. Quartième du Ballon d'Or 2021, Karim Benzema a marqué 17 buts en 20 matchs toutes compétitions confondues depuis le début de la saison 2021-2022, pour 12 buts en 15 rencontres de Liga.

KULUSEVSKI OBJET D'UN DERBY LONDONNIEN ?

Dejan Kulusevski, l'attaquant de la Juventus, serait dans le viseur des deux clubs du Nord de Londres, Arsenal et Tottenham.

Dejan Kulusevski qui n'entre pas dans les plans de l'entraîneur Massimiliano Allegri à la Juventus, envisage plus que jamais un départ. Arsenal et Tottenham seraient intéressés pour accueillir l'ailier droit suédois. Des pourparlers auraient été engagés par les deux clubs avec l'entourage du joueur en vue d'une arrivée pendant le mercato hivernal 2022 qui ouvrira le 1er janvier prochain. Selon des informations du Corriere dello Sport, les deux clubs envisagent pour le moment qu'un prêt avec option d'achat simple pour recruter Dejan Kulusevski. Sa valeur est estimée à 35 millions d'euros mais l'option d'achat pourrait être réduite à 25 millions d'euros croit savoir le média italien.

L'international suédois a rejoint la Juventus en provenance d'Atalanta dans le cadre d'un transfert de 44 millions d'euros en 2020. Il a disputé 18 matchs toutes compétitions confondues avec les Bianconeri cette saison, mais n'a commencé que cinq fois. Son contrat à Turin expire en juin 2025.

Thomas Tuchel en remet une couche pour Mendy

Thomas Tuchel, le manager de Chelsea, déjà très critique envers son gardien après la défaite de son équipe face à West Ham (3-2), a une nouvelle fois remis en cause le niveau de ce week-end. S'exprimant sur le site officiel de Chelsea, Thomas Tuchel estime qu'Edouard Mendy n'a plus le niveau d'y il y a quelques mois encore : « Edouard Mendy traverse une période difficile. Je ne sais pas exactement pourquoi, mais il semble avoir perdu un peu de confiance. D'accord, sa prise de décision n'était pas au top aujourd'hui (samedi) sur le premier but, mais nous l'avons aussi mis dans une situation très délicate. Il aurait pu sauver la situation mais il ne l'a pas fait » explique le manager des Blues.

Thomas Tuchel a mis en lumière les erreurs individuelles qui plombent actuellement les performances de son équipe : « Nous sommes loin, très loin de blâmer qui que ce soit mais nous devons admettre que nous faisons trop d'erreurs cruciales en ce moment qui nous ont coûté une victoire contre Manchester United et aujourd'hui aussi. Je n'ai pas vu notre performance diminuer, la performance est suffisante pour même gagner le match mais ce que nous voyons clairement, c'est que nous donnons des buts faciles et c'est très inhabituel. » a-t-il ajouté.



LEICESTER CITY : UNE OFFRE POUR UN BUTEUR ITALIEN ?

Un buteur italien serait dans le viseur de Leicester City en vue du prochain mercato d'hiver. Alors que le mercato d'hiver se profile, la formation de Leicester City aimerait en profiter pour attirer un nouvel attaquant dans son effectif. Selon Tribal Football, les Foxes auraient activé une piste du côté de l'Italie pour trouver leur bonheur. Ils auraient coché le nom de Domenico Berardi (27 ans). Actuellement à Sassuolo, ce dernier dispose d'un contrat jusqu'en juin 2024. Également dans le viseur de Tottenham et de la Fiorentina, l'international transalpin serait estimé à 50 millions d'euros par ses dirigeants. Concernant ses performances sur les pelouses de Serie A, le natif de Carpi a inscrit sept but et délivré six passes décisives en 14 rencontres de championnat.



RONALDO BLESSÉ AU GENOU À CAUSE DE SA CÉLÉBRATION ?

En même temps, au bout de la 801e fois, ça devait finir par craquer. Double buteur face à Arsenal jeudi dernier, Cristiano Ronaldo a encore une fois été le grand homme du succès de Manchester United (3-2). Après avoir inscrit le penalty de la victoire à 20 minutes du terme, le Portugais se précipite pour effectuer sa fameuse célébration « SHUUUU ». Selon The Sun, le quintuple Ballon d'or se serait légèrement blessé au genou à cause de sa démonstration. Malgré tout, il n'a été remplacé qu'à la 88e minute, soit plus d'un quart d'heure après son but, et ne semblait pas boitiller. Dans tous les cas, il serait très incertain pour la première de Ralf Rangnick sur le banc des Red Devils face à Crystal Palace ce dimanche. Heureusement qu'Ousmane Dembélé ne marque pas autant de buts que CR7.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE-PALESTINE

L'Algérie œuvrera pour placer la cause palestinienne "au cœur des priorités" du prochain Sommet arabe (Président Tebboune)

L'Algérie œuvrera activement pour placer la cause palestinienne au cœur des priorités du prochain Sommet arabe qu'elle abritera en mars prochain, a affirmé lundi le président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui a souligné la fidélité de l'Algérie à ses principes authentiques appelant au triomphe des opprimés.

Dans une allocution prononcée lors d'une conférence de presse conjointe avec le président palestinien, M. Mahmoud Abbas, en visite d'Etat en Algérie, le Président Tebboune a déclaré : "Nous avons jugé nécessaire au moment où nous nous apprêtons à abriter le prochain Sommet arabe, d'œuvrer activement pour placer la cause palestinienne au cœur des priorités de cet événement important".

Le chef de l'Etat a, dans ce cadre, formé le vœu de voir le prochain Sommet arabe "fédérateur et constituer un nouveau départ pour l'action arabe commune".

"Face à l'impasse sans précédent que connaît le processus de paix au Moyen-Orient et dans le contexte des politiques criminelles de l'occupant visant à changer le caractère géographique et démographique et perpétuer le fait accompli, nous estimons qu'il est impératif de renforcer l'action arabe commune concernant notre cause centrale et d'unifier les positions de soutien au peuple palestinien et à sa lutte héroïque", a poursuivi le Président Tebboune.

Le Président Tebboune a indiqué que la "crystalisation d'une position unifiée et commune sur le soutien des droits du peuple palestinien à tra-

vers un attachement collectif à l'Initiative de paix arabe de 2002 aura un impact important sur la réussite des travaux de ce Sommet et la consolidation du processus de l'action arabe commun".

"L'Algérie restera fidèle à ses principes authentiques appelant à défendre la vérité et au triomphe des opprimés en tout temps et quel qu'en soit le prix", a assuré le Chef de l'Etat.

Évoquant les relations algéro-palestiniennes, M. Tebboune a affirmé que les mots ne sauraient les décrire au vu de ce qu'elles représentent de valeurs communes de lutte, de sacrifice et de libération, et ce qu'elles véhiculent de liens de solidarité entre les deux pays et les deux peuples frères en toutes circonstances.

"La joie qui se dessine sur le visage des Algériennes et des Algériens en portant ou en décorant leurs maisons et leurs villes du drapeau palestinien, à chaque occasion et parfois

sans occasion, n'est qu'une simple expression de cette profonde relation émotionnelle à travers laquelle tout le peuple algérien a défendu la juste cause palestinienne à toutes ses étapes", a affirmé le Président Tebboune. "L'Algérie qui a embrassé, peuple et gouvernement, la cause palestinienne et l'a défendue dans tous les fora internationaux et régionaux", poursuit le Président de la République, constitue pour nous une question de loyauté à notre glorieuse histoire de libération et aux lourds sacrifices consentis par nos prédécesseurs qui ont justifié de la justesse de la cause palestinienne.

M. Tebboune a souligné que la visite du président palestinien en Algérie, son deuxième pays, "intervient avec la commémoration du 33^e anniversaire de la proclamation de l'Etat palestinien le 15 novembre 1988 à Alger", ajoutant que "cette étape historique

avait préparé la reconnaissance de la plupart des pays du monde de l'Etat palestinien sur les frontières de 1967 avec El Qods comme capitale, au titre d'un parcours initié par l'Algérie et qui continue à représenter une importante référence et un objectif essentiel pour nous".

"Par fidélité à la glorieuse histoire révolutionnaire de l'Algérie et à l'engagement inébranlable de tout le peuple algérien soutenant la cause palestinienne juste en toute circonstance, et en application des résolutions pertinentes de la Ligue arabe, l'Etat algérien a décidé de remettre un chèque comportant une contribution financière de la part de l'Algérie de l'ordre de cent (100) millions de dollars à notre frère, son excellence Abou Mazen, président de l'Etat palestinien et de l'Organisation de libération de Palestine", a écrit le président de la République.

MM.Goudjil et Boughali reçus par le Président de l'Etat de Palestine

Le président du Conseil de la Nation, M. Salah Goudjil a été reçu, hier soir à Alger, par le Président de l'Etat de Palestine, M. Mahmoud Abbas, en visite d'Etat de trois jours en Algérie. L'audience s'est déroulée à la résidence d'Etat de Zerelda. Par ailleurs, Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a aussi été reçu, hier soir à Alger, par le Président de l'Etat de Palestine, M. Mahmoud Abbas.

ENERGIE

Présentation de chauffe-eau-solaires locaux aujourd'hui à Bousmail

Une cérémonie de présentation des chauffe-eau-solaires fabriqués par des opérateurs nationaux et de lancement des tests de performance se tiendra mardi à l'unité de développement des équipements solaires à Bousmail (Tipaza), a indiqué lundi un communiqué du ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables. Cette cérémonie est organisée en collaboration avec l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie "APRUE" et le Centre de développement des énergies renouvelables "CDER". Elle s'inscrit dans le cadre de l'opération d'industrialisation du chauffe-eau -solaire lancée conjointement par le ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables et le ministère de l'Industrie le 11 mai dernier et à laquelle sept industriels ont répondu favorablement, ajoute le communiqué. Cette opération, poursuit le communiqué, a été couronnée par la fabrication de cinq prototypes de chauffe-eau-solaire avec une intégration nationale dépassant les 80% et pour pouvoir engager la seconde étape du projet qui consiste la fabrication en série des chauffe-eau-solaires. "Une opération de test de performance de ces prototypes est prévue au niveau de la plateforme d'essais du CDER. Ces tests permettront d'évaluer les performances de ces prototypes et d'orienter les fabricants sur les améliorations éventuelles à apporter avant d'entamer la fabrication à grande échelle", précise le même source.

Les ministres de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, de l'Industrie et de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique prendront part à cette cérémonie qui verra également la participation de l'ensemble des parties prenantes, conclut le communiqué.

FIRST GLOBAL ROBOCO CHALLENGE Une équipe algérienne décroche la 1^{re} place

Une équipe algérienne a décroché la 1^{re} place sur un total de 40 pays participant au Concours international de robotique "First Global Roboco Challenge", a indiqué lundi l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique en Algérie. Une équipe algérienne, composée de Tarek, Nouha et leur professeur Abdelmalek, s'est adjugée la 1^{re} place au concours international et à caractère olympique, de robotique qui se déroule avec la participation d'équipes de 40 pays, a précisé un communiqué de l'ambassade. L'équipe, qui a totalisé 15,031 point lors de cette compétition, est formée par l'organisation non lucrative "World Learning" et financée par la compagnie aérienne américaine "Boeing" et la compagnie "DOW", a conclu le communiqué.

AFFAIRE GROUPE CONDOR

2 à 3 ans de prison ferme contre les frères Benhamadi et acquittement en faveur des cadres Mobilis

Le Pôle économique et financier près le Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a prononcé, lundi, des peines allant de deux (02) à trois (03) ans de prison ferme contre les frères Benhamadi, propriétaires du Groupe Condor et l'acquittement en faveur d'anciens cadres de l'opérateur mobile Mobilis.

Le juge a prononcé une peine de cinq (05) ans de prison dont deux (02) avec sursis à l'encontre de Omar Benhamadi assortie d'une amende d'un (01) million de DA, pour conclusion de marchés illégaux et obtention d'indus avantages. Poursuivis pour les mêmes chefs

d'accusation, Abderrahmane Benhamadi a été condamné à une peine de quatre (04) ans de prison, dont deux (02) avec sursis assortie d'une amende d'un (01) million de DA, tandis que Smail Benhamadi a écopé d'une peine de deux (02) ans de prison ferme, assortie d'un (1) million de DA.

Les sociétés "Travocovia" et "GB Pharma", filiale du groupe Condor doivent s'acquitter, chacune, d'une amende de quatre (04) millions de DA et verser in solidum un montant de 10.000 DA au Trésor public.

Saad Damma et Ahmed Choudar, anciens directeurs de la société Mo-

bilis et Mohamed Salah Daas, ancien responsable au sein de la société ont été acquittés.

L'ancien ministre de la Jeunesse et des sports, Mohamed Hattab, poursuivi dans cette affaire en sa qualité de secrétaire général de la wilaya d'Alger au moment des faits, a également été acquitté.

Pour le reste des accusés dont des responsables des directions des transports, certains ont écopé d'une peine d'une (01) année de prison ferme assortie d'une amende d'un (01) million de DA et d'autres ont été acquittés.

AÉROPORT INTERNATIONAL D'ALGER Saisie de plus de 634.000 euros et arrestation de 43 individus en six mois

Les services de la Police aux frontières (PAF) de l'aéroport international Houari Boumediene, ont saisi, du 1^{er} juin au 30 novembre 2021, d'importants montants en devise ayant dépassé 634.000 euros, destinées à la contrebande, en plus de l'arrestation de 43 individus, a indiqué lundi un communiqué des services de la Sécurité nationale. Dans le cadre de la lutte contre le crime relatif aux infractions liées à la législation de change et de mouvement des capitaux, les services de la PAF de l'aéroport international d'Alger ont procédé, du 1^{er} juin au 30 novembre 2021, à la saisie d'importants montant d'argent en devise estimé à 634.273,36 euros, destinés à la contrebande vers Istanbul, Paris et Dubaï avec l'arrestation de 43 individus impliqués".